

MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION

COLLECTION



BULLETIN STATISTIQUE

MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION

JUILLET - AOÛT 1959

10906

D E F I N I T I O N S

"Logement autorisé"

Logement projeté ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire et ayant reçu un avis favorable du Service technique compétent.

"Logements ayant bénéficié d'un prêt spécial du Crédit Foncier"

Logement pour lequel une demande de prêt spécial à la construction a été présentée au Service du Crédit Foncier et ayant fait l'objet d'une décision d'octroi de prêt par la Commission compétente.

"Pièce d'habitation"

Pièce principale ayant plus de 6 m², y compris la cuisine lorsque celle-ci a une surface égale et supérieure à 12 m². Les pièces de service et de circulation (cuisine de moins de 12 m², salle de bains, W.C., entrée, dégagement, buanderie, etc...) ne sont pas comptées comme pièces d'habitation.

"Surface habitable"

Surface de plancher construite, sous déduction de l'espace occupé par les murs, cloisons, emmarchements et trémies d'escalier, gaines, embrasures de portes et fenêtres n'excédant pas 0,30 m de profondeur.

La surface habitable comprend donc, en plus des pièces d'habitation, les pièces de service et de circulation.

- L E G E N D E -

- ... Renseignement non parvenu.
- /// Il ne saurait être question d'inscrire un nombre en raison de la nature des choses.
- * Chiffre rectifié.
- Résultat nul.



- S O M M A I R E -

- GRAPHIQUES

- Permis de construire - Nombre de logements autorisés A
- Primes à la Construction - Décisions provisoires (annulations déduites) B
- Montant des versements effectués au titre des prêts à taux réduit de la Caisse des Dépôts C

- Prêts du Crédit Foncier - (Nombre de logements correspondant aux prêts accordés) D

- STATISTIQUES NATIONALES

- Résultats mensuels

- Main d'oeuvre 1 à 3
- Etablissements 4
- Production 5 et 6
- Prix 7 et 8
- Permis de Construire - Logements autorisés 9
- Primes à la Construction (logements primés 11 et 12
décisions provisoires (montant des primes 13 et 14
décisions définitives 15
- Prêts spéciaux à la Construction
 - logements correspondant aux prêts 17 à 19
 - montant des prêts 20 à 22
 - délai séparant l'octroi de prime et la demande de prêt 23 et 24

- Résultats trimestriels

- Permis de Construire
 - logements, pièces et surface habitable 25
 - logements autorisés par secteur de la construction 26
 - logements autorisés selon le nombre de pièces d'habitation 27
 - logements autorisés selon la catégorie d'agglomération 28
 - montant des prêts spéciaux du Crédit Foncier 29
 - situation des Crédits H.L.M.
 - Prêts consentis - Prêts contractés - Versements 31

- <u>Résultats trimestriels</u>		
- Permis de Construire		
- Montant des prêts effectués au titre des prêts bonifiés		32
- Situation de la construction		33
- <u>STATISTIQUES REGIONALES</u>		
- <u>Algérie</u>		
- Emploi		35
- Créations - Mutations d'Etablissements		36
- Production de Matériaux de construction		37
- Indice de la production Industrielle		38
- Autorisation de Bâtir		39
- Permis de Construire accordés dans 58 villes à caractère urbain		40
- Situation des crédits H.L.M.		
- Prêts consentis - Contractés - Réalisations		41
- Indices Généraux des prix		42
- <u>Départements</u>		
- Demandes et Offres d'emplois non satisfaites		
- Construction et entretien de Bâtiments	43	à 46
- Nombre de logements ayant obtenu le Permis de Construire	47	à 50
- Nombre de logements terminés par secteur de la Construction	51	à 54
- <u>Régions</u>		
- Statistiques Régionales Trimestrielles des Risques Bancaires	55	- 59
- <u>STATISTIQUES INTERNATIONALES</u>		
- Chômage dans l'Industrie de la Construction		61
- Production de ciment	62	- 63
- Production de Briques de construction		64

- ETUDES

- Premières enquêtes sur l'habitat défectueux dans les
Communes urbaines de France I à IX
- Modalités d'investissement de la Participation Obligatoire
des Employeurs à l'effort de Construction au cours de
l'année 1957 XI à XVIII



A- PERMIS DE CONSTRUIRE

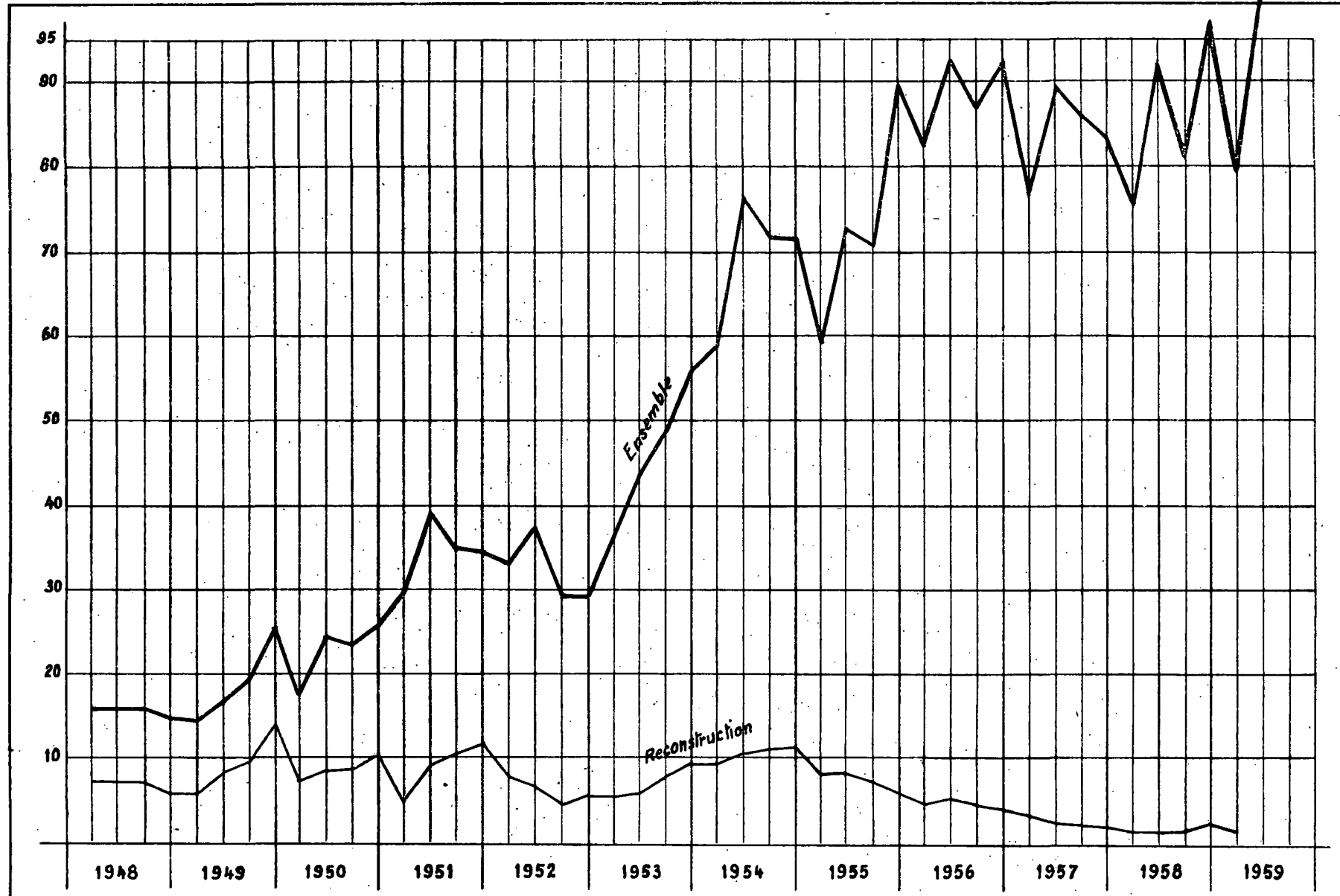
NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISÉS

— FRANCE MÉTROPOLITAINE —

Par trimestre

Source: Ministère de la Construction

Unité: millier de logements





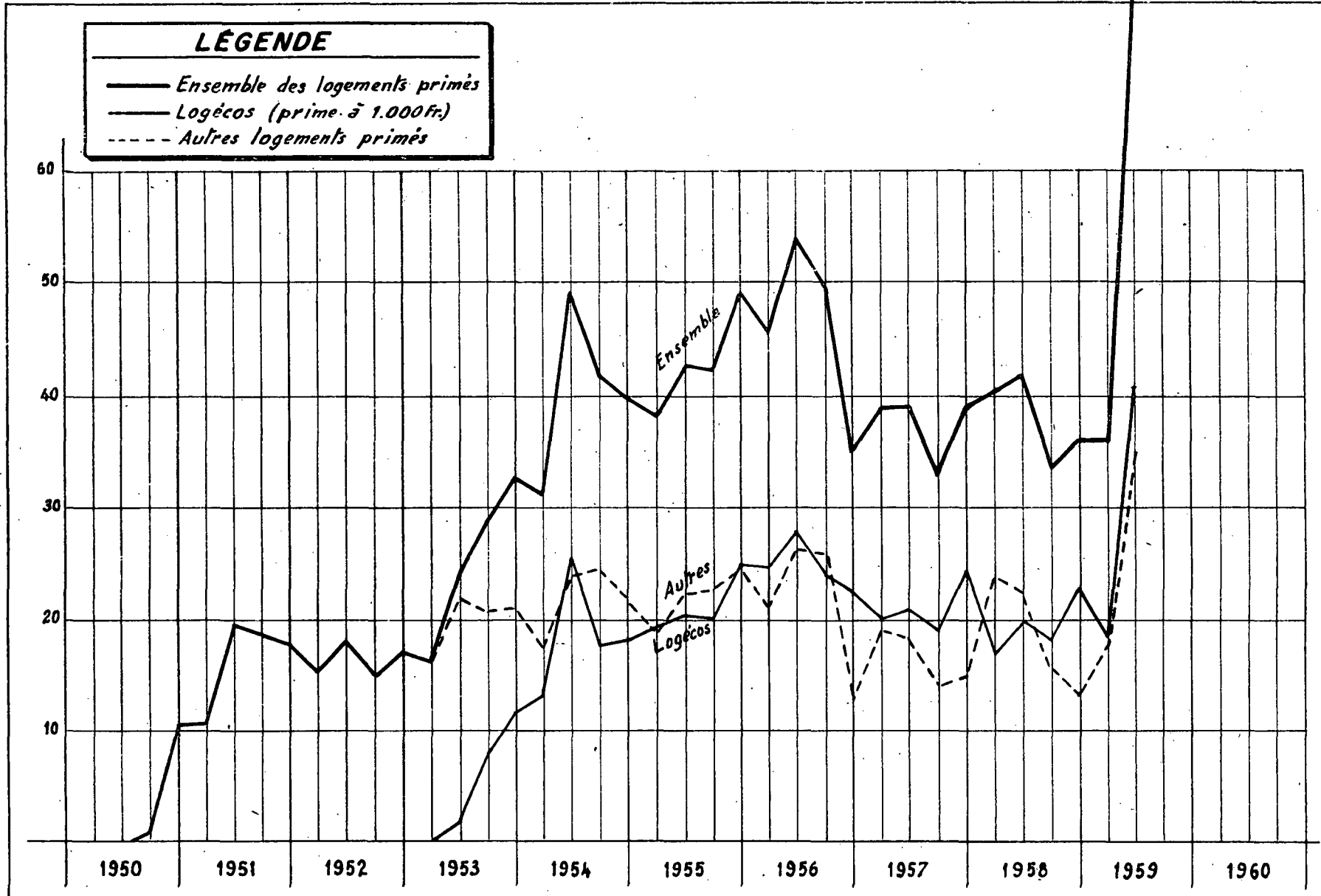
B- PRIMES A LA CONSTRUCTION

DÉCISIONS PROVISOIRES
(ANNULATIONS DÉDUITES)

— FRANCE MÉTROPOLITAINE —
Par trimestre

Source: Ministère de la Construction

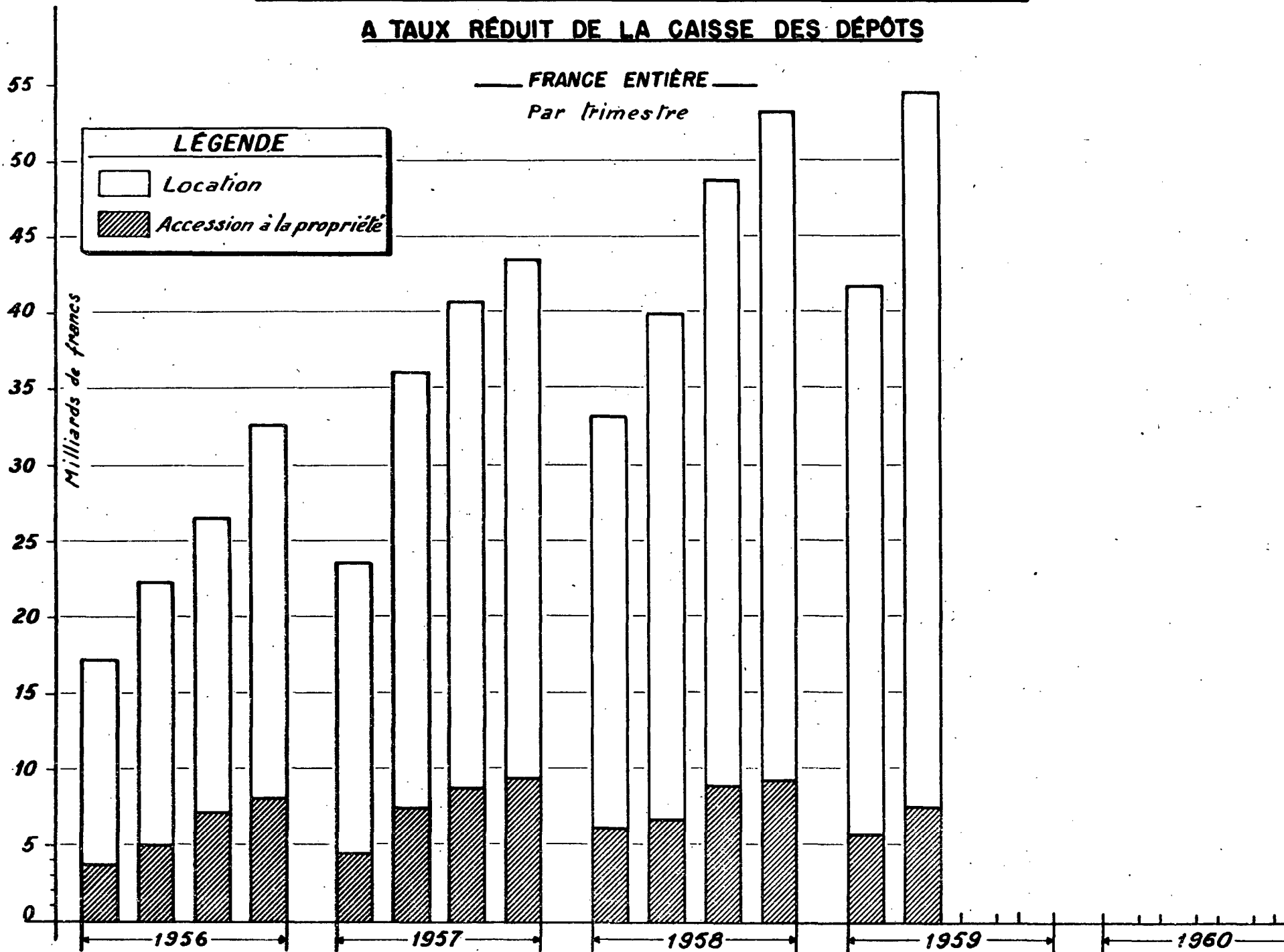
Unité: millier de logements





C - MONTANT DES VERSEMENTS EFFECTUÉS AU TITRE DES PRÊTS

A TAUX RÉDUIT DE LA CAISSE DES DÉPÔTS



Source: Caisse des Dépôts



D- PRÊTS DU CRÉDIT FONCIER

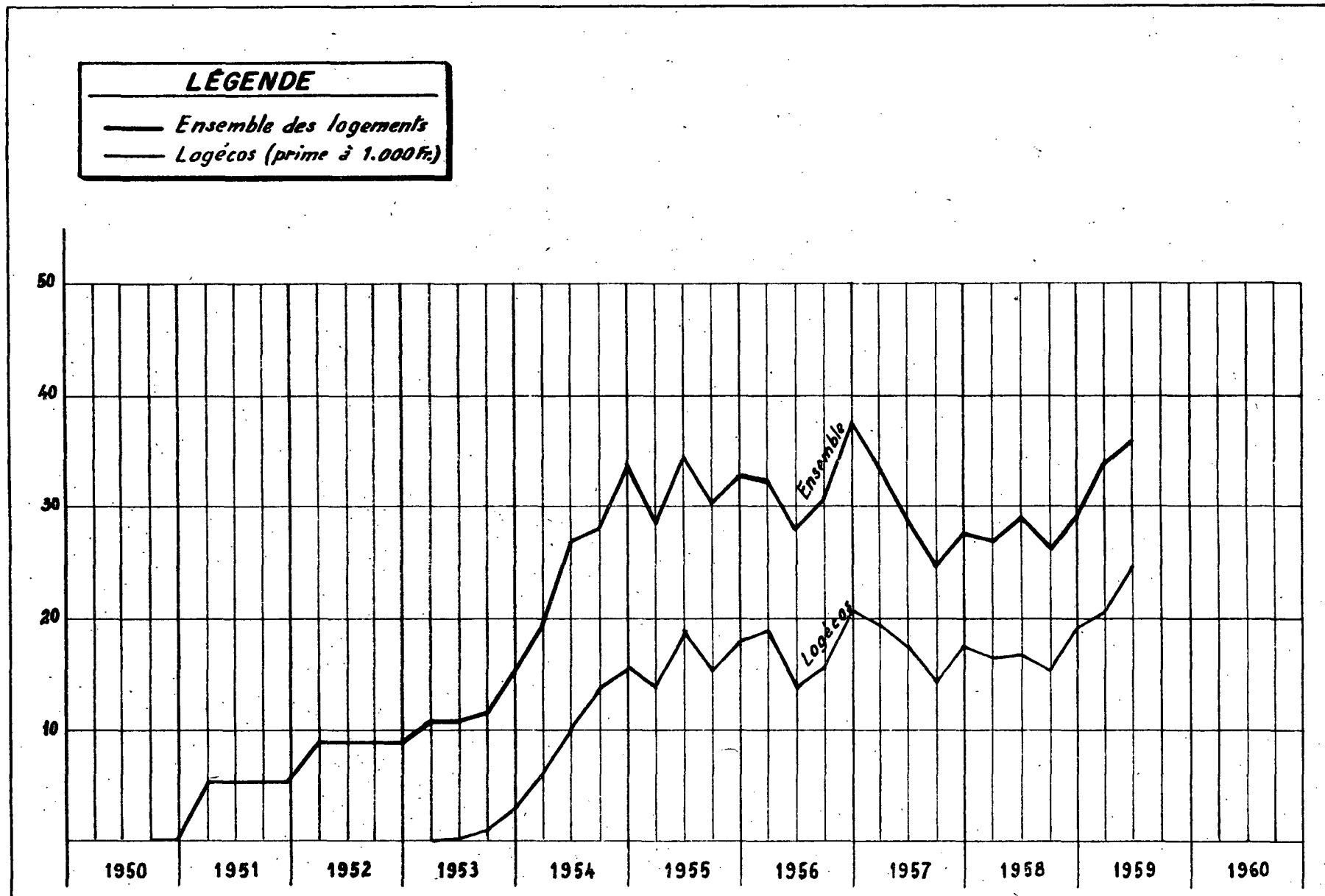
NOMBRE DE LOGEMENTS CORRESPONDANT AUX PRÊTS ACCORDÉS

— FRANCE MÉTROPOLITAINE —

Par trimestre

Source: Ministère de la Construction

Unité: millier de logements





STATISTIQUES NATIONALES



M A I N D' O E U V R E

(France entière)

Source : Ministère du Travail

Unité : (en millier, sauf fonds
de chômage, en unités)

	(1) 1 9 5 8					(1) 1 9 5 9				
	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.
Nombre de chômeurs secourus :										
Ensemble.....	20,5	20,5	19,5	18,2	16,7	44,3	44,8	42,6	39,6	34,9
dont :										
Construction et entretien des bâti- ments (moins de 60 ans).....	1,1	1,1	1,0	0,9	0,7	4,7	4,3	4,05	3,63	3,02
Nombre de fonds de chômage.....	396	417	412	403	394	735	838	880	848	822
Offres d'emploi non satisfaites :										
Ensemble.....	34,9	37,1	36,4	36,0	35,7	13,1	17,5	19,3	19,3	23,8
dont :										
Construction et entretien des bâti- ments.....	3,9	4,3	4,9	5,9	5,3	1,6	2,5	2,9	2,9	3,1
Demandes d'emploi non satisfaites :										
Ensemble.....	101,1	96,0	91,8	84,4	77,4	179,0	161,3	150,5	136,2	117,0
dont :										
Construction et entretien des bâti- ments.....	6,1	5,6	5,3	4,3	3,4	16,1	13,4	12,9	11,3	8,9
(1) Au 1er de chaque mois.										

INDICE DU NOMBRE D'HEURES-OUVRIERS EFFECTUEES

(France entière)

(moyenne mensuelle 1958 = 100)

Source : Fédération Nationale du Bâtiment

Enquête mensuelle auprès d'un échantillon
d'environ 4.000 entreprises de toute taille

	1 9 5 8							1 9 5 9					
	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	
Bâtiment {	Gros oeuvre	88	92	99	106	106	99	95	83	81,5	99	106 *	95
	Tous corps d'état	93	95,5	101	103	103,5	101	101	91	88,5	100	105 *	96
Entreprises mixtes (Bâtiment et Travaux Publics).....													
	86,5	92,5	99	105	103	99	91	80	78,5	95	103,5	...	
ENSEMBLE.....													
	92	95	100,5	103,5	103	100,5	99,5	89	87	99	105 *	96	

INDICE BRUT DU SALAIRE HORAIRE MOYEN (a)

(France entière)

(base 100 en 1949)

Source : Fédération Nationale du Bâtiment

	1 9 5 8						1 9 5 9			
	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril
Bâtiment.....	262	264,5	267,5	271	280,8	281,2	282,2	282,8	284	285,3

(a) Y compris salaires horaires payés en heures supplémentaires. Ne tient pas compte des variations des charges annexes aux salaires.

IMMIGRATION DE TRAVAILLEURS PERMANENTS

(France entière)

Source : Office National d'Immigration

Unité : milliers de travailleurs

	MOYENNE MENSUELLE		(1) 1958					(1) 1959				
	1957	1958	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin
	Nombre total de travail- leurs permanents.....	9,22	6,90	7,47	7,30	9,94	9,66	8,77	4,01	3,85	4,44	4,70	3,50
dont Bâtiment.....	4,32	2,47	2,43	2,41	3,59	3,61	3,40	1,13	1,14	1,42	1,52	1,10

(1) au premier de chaque mois.

FAILLITES ET LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

(France entière)

Source : I.N.S.E.E.

Unité : nombre

	1 9 5 8						1 9 5 9					
	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin
<u>FAILLITES DECLAREES</u>												
Total.....	291	397	371	269	245	381	342	364	358	276	314	278
dont : Bâtiment et Travaux Publics	47	71	63	54	46	70	59	53	60	37	60	60
<u>LIQUIDATIONS JUDICIAIRES</u>												
Total.....	218	329	333	246	249	316	339	318	335	297	277	358
dont : Bâtiment et Travaux Publics	41	65	61	37	58	66	61	62	56	54	41	78
<u>CREATIONS DE FONDS</u>	4.173	5.229	5.209	4.508	3.646	3.754	4985	5068	6319	5156	4337	...
<u>RADIATIONS DE FONDS</u>	7.411	5.093	4.192	3.663	2.891	3.726	7725	4967	4743	3646	2702	...

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (a)

Source : I.N.S.E.E.

	1 9 5 8					1 9 5 9				
	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai
<u>FRANCE</u> (Base 100 en 1952)										
Indice d'ensemble (sans bâtiment)	160	164	162	166	168	156	161	158	165	171
dont :										
Extraction de matériaux de construction.....	100	104	109	132	146	94	110	128	146	157
Céramique et fabrication de matériaux de construction (b)....	140	147	150	157	158	137	145	156	157	151

(a) Indices corrigés de l'inégalité des mois.

(b) Ne comprend pas les produits métallurgiques et les bois nécessaires à la construction.

PRODUCTION DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION

(France entière)

Source : Ministère de l'Industrie et du Commerce et I.N.S.E.E.

Matériaux et Produits	Unité	MOYENNE MENSUELLE		1 9 5 8			1 9 5 9		
		1957	1958	Mars	Avril	Mai	Mars	Avril	Mai
a) GROS-OEUVRE									
Calcaire Pierre de taille brute.....	1.000 ^t	46	41	37,2	38,4	42,0	40,8	43,2	40,8
Calcaire Moellons.....	"	90	80	75,0	90,0	85,0	74,0	80,0	82,0
Meulière à bâtir.....	"	12,3	9,5	8,4	12,0	11,4	7,8	9,0	11,4
Briques pleines.....	"	157	151	130	128	136	134	134	140
Briques creuses.....	"	193	193	188	196	198	196	208	213
Hourdis en terre cuite.....	"	52	52	53	53	53	49	52,5	54
b) LIANTS ET PLATRE									
Ciments broyés (1).....	"	1040	1118	1065	1164	1235	1290	1285	1225
Chaux et liants hydrauliques (2).....	"	117	109	111	123	124	115	120	110
Plâtre.....	"	154	165	171	178	176	174	184	160
c) METAUX FERREUX									
Poutrelles.....	"	54	55	59	64	57	50	56	...
{ Barres laminées.....	{	241	232	268	244	225	230	255	...
{ Ronds à béton.....									
d) COUVERTURE									
Ardoises.....	"	10,5	11,1	12,0	11,1	10,7	11,6	12,1	9,5
Tuiles.....	"	90	93	95	93	91	91	92	92
e) DIVERS									
Verre à vitre.....	"	9,7	11,2	11,1	11,6	11,9	12,4	11,5	10,5
Eléments de planchers préfabriqués.....	1.000m ²	247	305	195	235	315	465	510	490

(1) Juin 1959 = 1.285 contre 1.244 en Juin 1958

(2) Juin 1959 = 115 contre 124 en Juin 1958

INDICES GENERAUX DES PRIX

Source : I.N.S.E.E.

	MOYENNE MENSUELLE		1 9 5 8				1 9 5 9			
	Année 1957	Année 1958	Mars	Avril	Mai	Juin	Mars	Avril	Mai	Juin
<u>Base 100 en 1949</u>										
Indice général des prix de gros	149,7	166,9	166,4	166,2	171,7	167,8	173,5	172,9	174,3	171,5
Indice des prix de gros des produits industriels	158,9	166,9	168,4	167,1	167,0	167,0	176,7	178,3	179,9	178,7
dont matériaux de construction	154,1	177,3	176,5	176,6	177,3	177,3	190,1	190,8	190,8	190,8
<u>Base 100 Juillet 56 - Juin 57</u>										
Indice des prix de détail des 250 articles (à Paris) (1)	103,3	119,1	117,7	118,7	118,9	119,4	125,4	125,4	124,6	124,9
<u>HABITATION</u>	104,8	117,1	116,8	117,9	116,5	116,9	126,5	127,2	125,8	126,6
Logement	104,5	117,6	116,3	118,2	117,5	117,8	127,0	128,6	128,7	129,1
dont loyer et charges ...	104,1	120,6	116,6	120,6	120,6	120,6	132,7	132,8	132,8	132,8
Chauffage et éclairage ...	107,3	122,5	125,2	124,9	120,2	120,2	139,8	139,2	133,3	134,3
Equipement et articles de ménage	103,0	112,0	110,7	111,8	112,3	113,2	114,9	115,8	116,3	117,5
(1) Coefficient de raccordement de l'indice des 250 articles à l'indice des 213 articles 1,468 (loi 58-229 du 6 Mars 1958)										

P R I X D E G R O S E N F R A N C E (1)

(en fin de mois)

Source : I.N.S.E.E. et Organisations Professionnelles

Unité : franc

PRODUITS INDUSTRIELS	1 9 5 8				1 9 5 9			
	Mars	Avril	Mai	Juin	Mars	Avril	Mai	Juin
<u>Matériaux de construction</u>								
- Ardoise d'Angers normalisée (le mille)	30.360	30.970	31.689	31.689	32.005	32.744	32.744	32.744
(2) - Pierre de taille Comblanchien (m ³)..	27.930	27.930	27.930	27.930	31.163	31.163	31.163	31.163
(2) - Pierre de taille tendre La Bouloye (m ³)	6.017	6.017	6.017	6.017	6.725	6.725	6.725	6.725
- Sable gros (m ³).....	2.660	2.660	2.717	2.717	2.945	3.020	3.020	3.020
- Brique creuse 6/11/22 (le mille)....	15.295	15.295	15.295	15.295	16.645	16.675	16.675	16.675
- Briques pleines ordinaires (6/11/22) (le mille)..	11.979	11.979	11.979	11.979	12.933	12.989	12.989	12.989
- Chaux hydrauliques 30/60	7.752	7.752	7.752	7.752	8.369	8.393	8.393	8.393
- Ciment Portland 250/315	9.309	9.309	9.309	9.309	10.053	10.076	10.076	10.076
- Plâtre gros (tonne)	6.469	6.469	6.469	6.469	7.293	7.318	7.318	7.318
- Tuiles mécaniques (le mille).....	43.160	43.160	43.160	43.160	46.417	46.475	46.475	46.475
- Verre à vitre ordinaire simple (m ²)..	536	536	536	536	572	572	572	572

{ (1) Prix franco	} Taxes comprises ou ne supportant pas de taxes.
{ (2) Prix départ	

PERMIS DE CONSTRUIRE

Nombre de logements autorisés

Source : Ministère de la Construction.

Unité : millier de logements

Mois	Situation mensuelle				Mois	Situation cumulée			
	1956	1957	1958	1959		1956	1957	1958	1959
Janvier	22,1	21,2	26,5	23,0	Janvier	22,1	21,2	26,5	23,0
Février	31,6	25,8	22,5	27,8	Février	53,7	47,0	49,0	50,5
Mars	28,5	29,9	26,2	28,7	Mars	82,2	76,9	75,2	79,2
Avril	29,4	29,5	26,2	35,9 (a)	Avril	111,6	106,4	101,4	115,1(a)
Mai	29,7	30,8	30,4	31,7 (a)	Mai	141,3	137,2	131,8	146,8(a)
Juin	33,2	28,9	35,5	34,4 (a)	Juin	174,5	166,1	167,3	181,2(a)
Juillet	30,7	30,7	30,1		Juillet	205,2	196,8	197,4	
Août	30,0	25,1	23,9		Août	235,2	221,9	221,3	
Septembre	26,1	29,6	27,3		Septembre	261,3	251,5	248,6	
Octobre	31,2	27,2	34,7		Octobre	292,5	278,7	283,3	
Novembre	32,4	23,2	29,4		Novembre	324,9	301,9	312,7	
Décembre	28,9	32,5	32,7		Décembre	353,8	334,4	345,4	
Moyenne mensuelle	29,5	27,9	28,8		Moyenne mensuelle	29,5	27,9	28,8	

(a) Nombres provisoires.



PRIMES A LA CONSTRUCTION

France
métropolitaineNombre de logements primés
par décisions provisoires

Source : Ministère de la Construction

Unité : logement

M o i s	Nombre de logements primés						Annulations ou réductions de décisions d'années antérieures	
	PRIMES NON CONVERTIBLES		PRIMES CONVERTIBLES EN BONIFICATIONS D'INTERETS		ENSEMBLE		Total	dont à 1.000 Fr
	Total	dont à 1.000 Fr	Total	dont à 1.000 Fr	Total	dont à 1.000 Fr		
Janvier)	6.095	1.026	13.012	7.822	19.107	8.848	573	170
Février)							(*)	388
Mars	9.232	729	22.594	13.786	31.026	14.515	1.341	(*) 707
Avril (*)	9.929	3.440	11.634	7.510	21.563	10.950	1.208	518
Mai	4.953	849	18.789	13.740	23.742	14.589	944	486
Juin	6.146	2.517	17.718	11.525	23.864	14.042	2.562	1.584

(*) nombres rectifiés.

PRIMES A LA CONSTRUCTION

France
communes ruralesNombre de logements primés
par décisions provisoires

Source : Ministère de la Construction

Unité : logement

M o i s	Nombre de logements primés					
	PRIMES NON CONVERTIBLES		PRIMES CONVERTIBLES EN BONIFICATIONS D'INTERETS		ENSEMBLE	
	Total	dont à 1.000 Fr	Total	dont à 1.000 Fr	Total	dont à 1.000 Fr
Janvier	15	6	11	8	26	14
Février	1.299	195	2.803	1.781	4.102	1.976
Mars (*)	2.243	258	4.618	2.642	6.861	2.900
Avril	1.580	426	2.100	1.113	3.680	1.539
Mai	1.358	237	2.626	1.943	3.984	2.180
Juin	1.816	704	2.316	1.332	4.132	2.036
1er SEMESTRE 1959 (a)	8.311	1.826	14.474	8.819	22.785	10.645

(a) dont 1.019 logements pour la commune de MOURENX (Bsses-Pyrénées) 218 hts en 1954.

(*) nombres rectifiés pour Mars.

PRIMES A LA CONSTRUCTION

France
métropolitaineMontants des primes annuelles octroyées
par décisions provisoires

Source : Ministère de la Construction

Unité : millier de Fr

M o i s	Montants des primes annuelles octroyées						Annulations ou réductions de décisions d'années antérieures	
	PRIMES NON CONVERTIBLES		PRIMES CONVERTIBLES EN BONIFICATIONS D'INTERETS		ENSEMBLE		Total	dont à 1.000 Fr
	Total	dont à 1.000 Fr	Total	dont à 1.000 Fr	Total	dont à 1.000 Fr		
Janvier)	321.886	62.897	688.168	481.383	1.010.054	544.280	27.920	* 11.247
Février)							53.706	* 24.836
Mars	425.848	44.260	1.233.627	876.223	1.659.475	920.483	74.869	* 48.037
Avril	488.126	194.741	680.257	510.516	1.168.383	705.257	* 62.524	* 35.356
Mai	246.121	59.541	1.036.146	830.553	1.282.266	890.094	50.632	30.934
Juin	314.155	133.615	977.601	724.939	1.291.757	862.554	124.922	84.518

(*) nombres rectifiés.

PRIMES A LA CONSTRUCTION

France
communes ruralesMontants des primes annuelles octroyées
par décisions provisoires

Source : Ministère de la Construction

Unité : millier de Fr

M o i s	Montants des primes annuelles octroyées							
	PRIMES NON CONVERTIBLES			Primes convertibles en bonifications d'intérêts		ENSEMBLE		
	Total	dont		Total	dont	Total	dont	
	à 1.000 Fr	habitat rural		à 1.000 Fr		à 1.000 Fr	habitat rural	
Janvier	1.023	369	334	721	529	1.744	898	334
Février	*120.743	12.748	*65.299	161.296	117.134	*282.039	129.882	*65.299
Mars	*146.139	*16.335	*50.397	*261.287	*177.287	*407.426	*193.622	*50.397
Avril	*107.101	27.920	*30.605	115.188	73.925	*222.289	101.845	*605
Mai	84.698	15.874	23.063	147.135	117.590	231.834	133.465	23.063
Juin	118.208	44.310	29.060	133.593	91.600	251.800	135.910	29.060
1er SEMESTRE 1959 ...	577.912	117.556	198.758	819.220	578.065	1.397.132	695.622	198.758

(*) nombres rectifiés (Bouches-du-Rhône ajoutées).

PRIMES A LA CONSTRUCTION

France
Métropolitaine

Nombre de logements primés et montants des primes annuelles
octroyées par DECISIONS DEFINITIVES

Source : Ministère de la Construction

	NOMBRE DE LOGEMENTS *		MONTANTS (en milliers de Fr)	
	T o t a l	dont à 1000Fr	T o t a l	dont à 1000Fr
Janvier.....	13.386	6.915	711.103,7	425.508,0
Février.....	10.992	4.975	555.730,3	295.389,4
Mars.....	11.779	6.382	634.046,0	398.386,4
Avril.....	13.344	6.895	739.926,3	432.632,4
Mai.....	10.232	5.159	550.301,0	334.479,9
Juin.....	15.804	7.841	837.507,7	493.748,4
1er SEMESTRE 1959.....	76.037	38.167	4.028.615,0	2.380.144,5

* nombres rectifiés



PRETS SPECIAUX A LA CONSTRUCTION

Nombre de logements correspondant aux prêts accordés (a)
(Ensemble)

Source : Crédit Foncier

Unité : logement

M o i s	Résultats mensuels				M o i s	Résultats cumulés			
	1956	1957	1958	1959		1956	1957	1958	1959
Janvier	9.344	10.324	8.857	13.741	Janvier	9.344	10.324	8.857	13.741
Février	11.099	11.186	8.545	11.704	Février	20.443	21.510	17.402	25.445
Mars	12.135	12.211	9.557	8.613	Mars	32.578	33.721	26.959	34.058
Avril	8.070	10.521	10.349	10.851	Avril	40.648	44.242	37.308	44.909
Mai	9.846	8.306	8.317	10.359	Mai	50.494	52.548	45.625	55.268
Juin	9.930	10.048	9.310	15.171	Juin	60.424	62.596	54.935	70.439
Juillet	10.997	8.140	10.796		Juillet	71.421	70.736	65.731	
Août	10.712	9.231	6.897		Août	82.133	79.967	72.628	
Septembre	8.878	7.494	9.383		Septembre	91.011	87.461	82.011	
Octobre	10.689	10.136	16.001		Octobre	101.700	97.597	98.012	
Novembre	15.995	7.602	9.516		Novembre	117.695	105.199	107.528	
Décembre	11.651	9.961	3.757		Décembre	129.346	115.160	111.285	
Moyenne mensuelle	10.778	9.597	9.274		Moyenne mensuelle	10.778	9.597	9.274	

(a) Autorisations du Comité.

PRETS SPECIAUX A LA CONSTRUCTION

Nombre de logements correspondant aux prêts accordés (a)
(Primes à 1.000 Fr)

Source : Crédit Foncier

Unité : logement

M o i s	Résultats mensuels				M o i s	Résultats cumulés			
	1956	1957	1958	1959		1956	1957	1958	1959
Janvier	5.791	5.869	5.445	8.549	Janvier	5.791	5.869	5.445	8.549
Février	6.595	6.733	4.853	7.498	Février	12.386	12.602	10.298	16.047
Mars	6.567	6.932	6.384	4.611	Mars	18.953	19.534	16.682	20.658
Avril	4.128	6.268	6.997	6.919	Avril	23.081	25.802	23.679	27.577
Mai	4.720	4.603	4.825	7.084	Mai	27.801	30.405	28.504	34.661
Juin	4.964	6.718	4.796	10.488	Juin	32.765	37.123	33.300	45.149
Juillet	5.972	4.253	6.485		Juillet	38.737	41.376	39.785	
Août	5.198	4.911	3.844		Août	43.935	46.287	43.629	
Septembre	4.764	5.140	5.017		Septembre	48.699	51.427	48.646	
Octobre	5.695	5.756	10.993		Octobre	54.394	57.183	59.639	
Novembre	8.573	4.990	5.513		Novembre	62.987	62.173	65.152	
Décembre	6.573	6.704	2.787		Décembre	69.560	68.877	67.939	
Moyenne mensuelle	5.796	5.740	5.662		Moyenne mensuelle	5.796	5.740	5.662	

(a) Autorisations du Comité.

PRETS SPECIAUX A LA CONSTRUCTION

Nombre de logements correspondant aux prêts accordés (a)
(Primes à 600 F et autres taux)

Source : Crédit Foncier

Unité : logement.

Mois	Résultats mensuels				Mois	Résultats mensuels			
	1956	1957	1958	1959		1956	1957	1958	1959
Janvier	3.553	4.455	3.412	5.193	Janvier	3.553	4.455	3.412	5.192
Février	4.504	4.453	3.692	4.206	Février	8.057	8.908	7.104	9.398
Mars	5.568	5.279	3.173	4.002	Mars	13.625	14.187	10.277	13.400
Avril	3.942	4.253	3.352	3.932	Avril	17.567	18.440	13.629	17.332
Mai	5.126	3.703	3.492	3.275	Mai	22.693	22.143	17.121	20.607
Juin	4.966	3.330	4.514	4.683	Juin	27.659	25.473	21.635	25.290
Juillet	5.025	3.887	4.311		Juillet	32.684	29.360	25.946	
Août	5.514	4.320	3.053		Août	38.198	33.680	28.999	
Septembre	4.114	2.354	4.366		Septembre	42.312	36.034	33.365	
Octobre	4.994	4.380	5.008		Octobre	47.306	40.414	38.373	
Novembre	7.402	2.612	4.003		Novembre	54.708	43.026	42.376	
Décembre	5.078	3.257	970		Décembre	59.786	46.283	43.346	
Moyenne mensuelle	4.982	3.857	3.612		Moyenne mensuelle	4.982	3.857	3.612	

(a) Autorisations du Comité.

PRETS SPECIAUX A LA CONSTRUCTION

Montant global des prêts accordés par le Crédit Foncier (a)
(Ensemble)

Source : Crédit Foncier

Unité : milliard de Fr

M o i s	Résultats mensuels				M o i s	Résultats cumulés			
	1956	1957	1958	1959		1956	1957	1958	1959
Janvier	16,0	19,3	16,5	23,6	Janvier	16,0	19,3	16,5	23,6
Février	19,6	20,7	15,9	21,2	Février	35,6	40,0	32,4	44,8
Mars	21,4	23,1	17,6	15,7	Mars	57,0	63,1	50,0	60,5
Avril	14,4	20,2	19,3	20,4	Avril	71,4	83,3	69,3	80,9
Mai	17,7	15,6	15,6	19,0	Mai	89,1	98,9	84,9	99,9
Juin	18,0	18,3	17,4	27,3	Juin	107,1	117,2	102,3	127,2
Juillet	20,0	14,9	20,6		Juillet	127,1	132,1	122,9	
Août	19,8	16,9	12,5		Août	146,9	149,0	135,4	
Septembre	16,8	14,2	14,3		Septembre	163,7	163,2	149,7	
Octobre	20,0	17,7	29,0		Octobre	183,7	180,9	178,7	
Novembre	29,2	14,1	17,7		Novembre	212,9	195,0	196,4	
Décembre	21,0	18,3	7,7		Décembre	233,9	213,3	204,1	
Moyenne mensuelle	19,5	17,8	17,0		Moyenne mensuelle	19,5	17,8	17,0	

(a) Autorisations du Comité.

PRETS SPECIAUX A LA CONSTRUCTION

Montant global des prêts accordés par le Crédit Foncier (a)
(Primes à 1.000 Fr)

Source : Crédit Foncier

Unité : milliard de Fr

M o i s	Résultats mensuels				M o i s	Résultats cumulés			
	1956	1957	1958	1959		1956	1957	1958	1959
Janvier	8,9	10,6	10,0	15,6	Janvier	8,9	10,6	10,0	15,6
Février	11,0	11,8	8,6	14,3	Février	19,9	22,4	18,6	29,9
Mars	11,3	12,4	11,5	11,4	Mars	31,2	34,8	30,1	41,3
Avril	7,0	11,3	12,6	14,1	Avril	38,2	46,1	42,7	55,4
Mai	8,5	8,0	8,8	13,4	Mai	46,7	54,1	51,5	68,8
Juin	8,6	11,5	8,5	20,6	Juin	55,3	65,6	60,0	89,4
Juillet	9,0	7,7	12,2		Juillet	64,3	73,3	72,2	
Août	9,0	8,8	7,0		Août	73,3	82,1	79,2	
Septembre	8,2	9,7	9,6		Septembre	81,5	91,8	88,8	
Octobre	10,5	10,1	20,6		Octobre	92,0	101,9	109,4	
Novembre	14,5	9,1	10,7		Novembre	106,5	111,0	120,1	
Décembre	11,8	12,6	5,4		Décembre	118,3	123,6	125,5	
Moyenne mensuelle	9,9	10,3	10,5		Moyenne mensuelle	9,9	10,3	10,5	

(a) Autorisations du Comité.

PRETS SPECIAUX A LA CONSTRUCTION

Montant global des prêts accordés par le Crédit Foncier (a)
(Primes à 600Fr et autres taux)

Source : Crédit Foncier

Unité : milliard de Fr

M o i s	Résultats mensuels				M o i s	Résultats cumulés			
	1956	1957	1958	1959		1956	1957	1958	1959
Janvier	7,1	8,7	6,5	8,0	Janvier	7,1	8,7	6,5	8,0
Février	8,6	8,9	7,3	6,9	Février	15,7	17,6	13,8	14,9
Mars	10,1	10,7	6,1	4,3	Mars	25,8	28,3	19,9	19,2
Avril	7,4	8,9	6,7	6,3	Avril	33,2	37,2	26,6	25,5
Mai	9,2	7,6	6,8	5,6	Mai	42,4	44,8	33,4	31,1
Juin	9,4	6,8	8,9	6,6	Juin	51,8	51,6	42,3	37,7
Juillet	11,0	7,2	8,4		Juillet	62,8	58,8	50,7	
Août	10,8	8,1	5,5		Août	73,6	66,9	56,2	
Septembre	8,6	4,5	4,7		Septembre	82,2	71,4	60,9	
Octobre	9,5	7,6	8,4		Octobre	91,7	79,0	69,3	
Novembre	14,7	5,0	7,0		Novembre	106,4	84,0	76,3	
Décembre	9,2	5,7	2,3		Décembre	115,6	89,7	78,6	
Moyenne mensuelle	9,6	7,5	6,6		Moyenne mensuelle	9,6	7,5	6,6	

(a) Autorisations du Comité.

PRETS SPECIAUX A LA CONSTRUCTION

DELAI SEPARANT LA DECISION D'OCTROI DE PRIME ET LA DEMANDE DE PRET

Nombre et pourcentage des logements primés pour lesquels la demande de prêt
a été renregistrée au Crédit Foncier

- Prêts bonifiés à 3,75 (prime à 600F) -

Source : Crédit Foncier

Unités : nombre et %

	MOIS D'ORIGINE DE LA DECISION D'OCTROI DE PRIME							
	(a) Février 1959		Mars 1959		Avril 1959		Mai 1959	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
NOMBRE DE LOGEMENTS PRIMES (b).....	5.190	///	8.808	///	4.124	///	5.049	///
Nombre de logements pour lesquels la demande de prêt a été enregis- trée :								
- dans le mois de la D.P. de prime	35	0,7	605	6,9	122	3	61	1,2
- au cours du mois suivant la D.P.	678	13	1.562	17,8	797	19,3	850	16,8
- au cours du 2° mois.....	712	13,7	937	10,6	689	16,7	///	
- au cours du 3° mois.....	353	6,8	895	10,2	///			
- au cours du 4° mois.....	211	4,1	///					
ENSEMBLE.....	1.989	38,3	3.999	45,5	1.608	39	911	18
(demandes de prêts enregistrées à fin Juin 59)								

(a) Le mois de janvier est nul

(b) Total des logements pour lesquels une demande de prêt du C.F. est prévue (primes conver-
tibles en bonifications d'intérêts).

PRETS SPECIAUX A LA CONSTRUCTION

DELAI, SEPARANT LA DECISION D'OCTROI DE PRIME ET LA DEMANDE DE PRET

 Nombre et pourcentage des logements primés pour lesquels la demande de prêts
 a été enregistrée au Crédit Foncier

- Prêts bonifiés à 2,75 (prime à 1000Fr) -

Source : Crédit Foncier

Unités : nombre et %

	(a) MOIS D'ORIGINE DE LA DECISION D'OCTROI DE PRIME							
	Février 1959		Mars 1959		Avril 1959		Mai 1959	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
NOMBRE DE LOGEMENTS PRIMES (b).....	7.822	///	13.786	///	7.510	///	13.740	///
Nombre de logements pour lesquels la demande de prêt a été enregistrée :								
- dans le mois de la D.P. de prime..	439	5,6	1.100	8	272	3,6	217	1,6
- au cours du mois suivant "	1.227	15,7	2.914	21,2	1.651	22	2.667	19,4
- " du 2° mois "	1.883	24,1	1.989	14,4	1.899	25,3	///	
- " du 3° mois "	416	5,3	1.637	11,8	///			
- " du 4° mois "	758	9,7	///					
ENSEMBLE.....	4.723	60,4	7.640	55,4	3.822	50,9	2.884	21
(demandes de prêts enregistrées à fin Juin 59)								

(a) Le mois de janvier est nul

(b) Total des logements pour lesquels une demande de prêt du C.F. est prévue (primes convertibles en bonifications d'intérêts).

PERMIS DE CONSTRUIRE

NOMBRE DE LOGEMENTS, NOMBRE DE PIÈCES D'HABITATION ET SURFACE HABITABLE
CORRESPONDANT AUX PERMIS DE CONSTRUIRE DELIVRES

(y compris agrandissements de logements existants et chambres situées
dans des habitations communautaires)

Unités : millier de logements, de pièces ou de M²

	1 9 5 7			1 9 5 8				1959
	1 ^o tr.	2 ^o tr.	3 ^o tr.	1 ^o tr.	2 ^o tr.	3 ^o tr.	4 ^o tr.	1 ^o tr.
Nombre de logements autorisés.	76,9	89,2	85,4	75,2	92,1	81,3	96,8	79,2
Nombre de pièces d'habitation (a) correspondant aux logements autorisés.....	277,0	324,0	308,0	266,7	322,9	287,6	337,8	277,7
Nombre de pièces : devant s'ajouter à des logements existants ; ou situées dans des habitations communautaires(chambres)...	6,0	8,8	7,6	7,6	9,1	7,6	6,7	7,1
Nombre total de pièces.....	283,0	332,8	315,6	274,3	331,0	295,2	344,5	284,8
Surface habitable (b) correspondant aux logements autorisés.....	5027	5848	5637	4991	5923	5255	6198	5069
Surface des pièces devant s'ajouter à des logements existants ou situés dans des habitations communautaires(chambres)	106	155	133	134	160	135	122	125
Surface totale.....	5133	6003	5770	5125	6083	5390	6320	5194

(a) (b) Voir Définitions.

IMPORTANT - On ne doit pas calculer, à partir de ces éléments, la "surface moyenne par pièce" pour les raisons suivantes :

- dans le nombre de pièces d'habitation, ne sont pas comptées les pièces de services ou de circulation : cuisines (de moins de 12m²); salles de bains, entrées ou dégagements.
- dans les surfaces habitables, par contre, les pièces de services et de circulation sont comprises.

PERMIS DE CONSTRUIRE

Nombre de logements autorisés
par secteur de la construction

Source: Ministère de la Construction - I.N.S.E.E.

Unité : Millier de logements

SECTEURS	1 9 5 8								1 9 5 9		
	1 ^o trim.		2 ^o trim.		3 ^o trim.		4 ^o trim.		1 ^o trim.		
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	
Reconstruction.....	1,6	2	1,7	2	2,0	2,5	2,7	3	1,4	2	
H.L.M.-location (a).....	12,4	16,5	19,7	21,5	16,9	21,	19,7	20	14,5	18	
H.L.M.-accession(a).....	4,7	6	5,1	6	4,2	5	4,5	4,5	4,7	6	
Etat, Départements et Communes (b)....	0,8	1	0,7	1	0,8	1	0,6	0,5	0,4	0,5	
Secteur primé	(Avec prévision (Logécos.....	18,3	24,5	21,7	23,5	22,1	27	30,1	31	24,3	30,5
	{ de prêt du C.F. (Autres.....	15,9	21	19,8	21,5	17,0	21	17,5	18	14,0	18
(c)	{ Sans prêt (Logécos.....	3,7	5	4,3	4,5	2,8	3,5	2,8	3	4,8	6
	{ du C.F. (Autres.....	7,8	10,5	9,5	10	8,0	10	8,5	9	7,8	10
Autres logements sans prime.....	10,0	13,5	9,6	10	7,5	9	10,4	11	7,3	9	
ENSEMBLE.....	75,2	100	92,1	100	81,3	100	96,8	100	79,2	100	

(a) Non compris les constructions effectuées par des organismes H.L.M. et ayant fait l'objet de demandes de primes à la construction.

(b) Non compris les constructions effectuées par l'Etat, les départements ou les communes et ayant fait l'objet de demandes de primes à la construction.

(-Y compris les constructions effectuées par des organismes H.L.M., l'Etat, les départements ou les communes et ayant fait l'objet de demandes de primes à la construction.

(c) -Il est bien précisé que ces chiffres ne sont pas ceux des logements effectivement primés, mais des logements pour lesquels la demande de permis de construire indiquait qu'une prime était sollicitée.

PERMIS DE CONSTRUIRE

NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISES
SELON LE NOMBRE DE PIECES D'HABITATION(a)

- France métropolitaine -

Nombre de pièces d'habitation (a)	1 9 5 7				1 9 5 8				1959
	1°trim.	2°trim.	3°trim.	4°trim.	1°trim.	2°trim.	3°trim.	4°trim.	1°trim.
Logements de 1 pièce	2,1	3,3	2,5	2,9	3,0	3,8	3,6	4,2	3,2
" 2 "	9,5	9,8	9,1	9,7	9,1	12,7	9,9	12,1	10,0
" 3 "	24,8	26,7	28,4	26,4	24,3	29,2	25,7	31,9	25,9
" 4 "	25,5	31,2	29,6	29,6	25,8	30,7	27,5	33,4	26,7
" 5 "	11,8	14,6	12,6	11,5	10,1	12,6	11,8	12,6	11,0
" 6 et +	3,2	3,6	3,2	2,8	2,9	3,1	2,8	2,6	2,4
ENSEMBLE....	76,9	89,2	85,4	82,9	75,2	92,1	81,3	96,8	79,2

(a) Pièce principale ayant plus de 6m², y compris éventuellement la cuisine lorsque celle-ci a une surface supérieure à 12m². Les pièces annexes (salle de bains, W.C., couloir, buanderie, etc...) ne sont pas comptées comme pièces d'habitation.

PERMIS DE CONSTRUIRE

Répartition des logements autorisés selon la catégorie
d'agglomération (a)

(France métropolitaine)

Source : I.N.S.E.E.- M.C.

	Popula- tion en Mai 1954 (en %)	Répartition des logements autorisés (en %)								
		1 9 5 7				1 9 5 8				1959
		1er	2ème	3ème	4ème	1er	2ème	3ème	4ème	1er
Agglomérations et zone suburbaine de Paris (a)...	15	22	20	19	19	24	20	18	26,5	20
Agglomération de :										
- 200.000 à 999.999 hab....	8	13	14	17	14	13	12	11	16	17
- 100.000 à 199.999 hab....	4	7	8	6	8	7	9	12	7	6,5
- 50.000 à 99.999 hab....	5	10	8	7	7	6,5	8	10	7	8
- 20.000 à 49.999 hab....	7	10	11	11	13	9	12,5	11	10	13
- 10.000 à 19.999 hab....	5	6	6	7	6	6	6	8	6	6
- 5.000 à 9.999 hab....	6	7	7	7	8	6	6	5	4,5	6
- 2.000 à 4.999 hab....	6	6	6	6	5	7,5	7	6	6	6,5
Unités rurales(moins de 2.000 hab).....	44	19	20	20	20	21	19,5	19	17	17
ENSEMBLE.....	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(a) On a utilisé pour ce dépouillement la liste des villes et agglomérations urbaines définies par l'I.N.S.E.E. Il est rappelé à ce sujet que :

- l'agglomération et la zone suburbaine de Paris comprennent 217 communes (l'ensemble de la SEINE, 129 communes de SEINE-et-OISE et 7 communes de SEINE-et-MARNE),
- les unités rurales sont des communes comptant moins de 2.000 habitants de population agglomérées au chef-lieu et non comprises dans des agglomérations urbaines.

**MONTANT DES PRETS SPECIAUX A LA CONSTRUCTION
DU CREDIT FONCIER**

(France entière)

Source : Crédit Foncier, S/Comptoir des Entrepreneurs

Unité : milliard de Fr

	MOYENNE TRIMESTRIELLE				1 9 5 8			1 9 5 9	
	Année 1955	Année 1956	Année 1957	Année 1958	1er trim.	2ème trim.	3ème trim.	1er trim.	2ème trim.
	<u>Prêts demandés</u> (ensemble).....	61,3	71,4	60,7	60,0	59,0	67,5	60,3	45,7	67,8
dont pour logements économiques...	30,1	34,3	33,3	36,5	33,7	37,4	38,0	30,9	48,2
<u>Prêts accordés</u> (ensemble).....	54,6	58,5	53,3	51,0	50,0	52,3	47,4	60,5	66,7
dont pour logements économiques(a)	27,6	29,6	30,9	31,4	30,1	29,9	28,8	41,2	48,2
<u>Versements</u> du S/Comptoir des Entrepreneurs.....	46,5	48,0	53,3	51,8	50,6	50,8	52,3	52,8	53,8

(a) Logements primés à 1.000Fr par mètre carré de surface habitable.



SITUATION DES CREDITS H.L.M.

Montant des prêts à taux réduit
de la Caisse des Dépôts

(France y compris Algérie)

Source : Caisse des Dépôts

Unité : milliard de Fr

	MOYENNE TRIMESTRIELLE				1 9 5 8			1 9 5 9	
	Année 1955	Année 1956	Année 1957	Année 1958	2ème trim.	3ème trim.	4ème trim.	1er trim.	2ème trim.
<u>Prêts consentis</u> (ensemble)	39,3	40,0(a)	28,7	42,0	50,2	43,6	48,6	55,8	41,0
dont H.L.M. (location)	31,8	32,5	22,0	34,0	36,9	37,1	46,8	28,4	39,2
dont H.L.M. (accession)	7,5	7,5	6,7	8,0	13,3	6,5	1,8	27,4	1,8
<u>Prêts contractés</u> (ensemble)	20,2	33,6(b)	40,7	42,5	41,8	45,2	52,0	47,6	65,7
dont H.L.M. (location)	14,2	26,0(b)	33,2	34,8	26,8	38,4	45,0	38,7	47,4
dont H.L.M. (accession)	6,0	7,6	7,5	7,7	15,0	6,8	7,0	8,9	18,3
<u>Versements</u> (ensemble)	18,2	25,0(c)	36,0	43,7	39,9	48,7	53,2	41,7	54,7
dont H.L.M. (location)	13,0	18,9(c)	28,5	36,0	33,3	39,7	43,8	36,0	47,2
dont H.L.M. (accession)	5,2	6,1	7,5	7,7	6,6	9,0	9,4	5,7	7,5

(a) Non compris prêts consentis en 1955 par anticipation sur crédits 1956 (27,2 milliards) : y compris prêts consentis en 1956 par anticipation sur crédits 1957 (17,2 milliards de francs).

(b) Y compris prêts contractés en 1956 par anticipation sur crédits 1957.

(c) Y compris versements en 1956 sur programme financé par anticipation sur crédits 1957.

MONTANT DES PRETS EFFECTUES AU TITRE DES PRETS BONIFIES
--

(France entière)

Source : Caisse des Dépôts

Unité : milliard de francs

	MOYENNE TRIMESTRIELLE				1 9 5 8			1 9 5 9	
	Année 1955	Année 1956	Année 1957	Année 1958	2ème trim.	3ème trim.	4ème trim.	1er trim.	2ème trim.
<u>PRETS CONTRACTES</u>	4,2	5,5	5,5	5,7	3,6	7,2	6,2	6,0	5,7
<u>VERSEMENTS</u>	3,3	4,4	6,1	6,5	6,3	7,0	6,9	4,9	7,1

SITUATION DE LA CONSTRUCTION

- France Métropolitaine -

Source : Ministère de la Construction

Unité : logement

PERIODES	Secteurs de la Construction						Nombre total de logements
	Reconstruction	H.L.M. (a)		Logements primés (b)		Autres logements non primés	
		Location	Accession	à 1.000 Fr (Log-Eco)	Autres		
LOGEMENTS MIS EN CHANTIER							
1er trimestre 1958	2.008	13.417	1.046	27.537	16.736	14.815	75.559
2è trimestre 1958	2.421	14.964	4.084	16.035	22.873	11.823	72.200
3è trimestre 1958	1.867	20.739	4.545	17.179	23.396	7.914	75.640
4è trimestre 1958	1.509	18.572	8.288	21.019	22.595	6.099	78.082
Année 1958	7.805	67.692	17.963	81.770	85.600	40.651	301.481
1er trimestre 1959	2.449	13.199	4.113	25.113	24.001	7.266	76.141
LOGEMENTS TERMINES							
1er trimestre 1958	8.365	15.000	1.311	17.008	14.650	11.686	68.020
2è trimestre 1958	6.117	13.330	4.702	14.759	18.920	6.240	64.068
3è trimestre 1958	4.805	18.002	4.813	18.341	20.028	5.042	71.031
4è trimestre 1958	4.943	22.358	8.045	23.219	26.145	2.410	87.120
Année 1958	24.230	68.690	18.871	73.327	79.743	25.378	290.239
1er trimestre 1959	4.952	20.526	3.668	20.378	22.351	7.379	79.254

(a) Non compris les constructions H.L.M. ayant bénéficié de primes à la construction.

(b) Y compris les constructions H.L.M. ayant bénéficié de primes à la construction.

STATISTIQUES REGIONALES



E M P L O I

Source : Délégation Générale du Gouvernement en Algérie

Unité : nombre

	1 9 5 8					1 9 5 9			
	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril
<u>Demandes d'emploi non satisfaites.....</u>	3.268	5.661	7.264	6.624	6.248	3.505	4.663	4.527	3.689
Dont main-d'oeuvre spécialisée.....	1.041	1.543	1.601	1.735	1.833	787	1.036	1.095	1.014
<u>Offres d'emploi non satisfaites.....</u>	508	1.027	925	817	727	670	696	873	1.309
Dont main-d'oeuvre spécialisée.....	430	891	672	701	573	568	551	673	1.126

CREATIONS D'ETABLISSEMENTS

4ème trimestre 1958

(Algérie)

Source : Délégation Générale du Gouvernement en Algérie

Groupe d'activité	CREATIONS D'ETABLISSEMENTS												Capital des Sociétés Nouvelles	
	Propriétés personnelles		Succursales créées		Sociétés créées									
					Total		Stés Anonymes et en commandite.		S.A.R.L.		Autres			
	1957	1958	1957	1958	1957	1958	1957	1958	1957	1958	1957	1958	1957	1958
	- N O M B R E -												Million de Fr	
Bâtiments et Travaux Publics...	108	226	2	4	13	17	3	6	9	10	1	1	28,1	143,5

MUTATIONS D'ETABLISSEMENTS, FAILLITES, LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

- Modifications du capital social des Sociétés -

- 4ème trimestre 1958 - (Algérie)

Groupe d'activité	Muta- tions		CESSATION D'ACTIVITE				AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL									
			Faillites		Liquida- tions judicial- res		Ensemble des mo- difica- tions		Sociétés anonymes		S.A.R.L.		Autres		Total	
	1957	1958	1957	1958	1957	1958	1957	1958	1957	1958	1957	1958	1957	1958	1957	1958
		- N O M B R E -												M I L L I O N D E F R A N C S		
Bâtiment et Travaux Publics...	1	6	11	14	3	1	8	5	31,2	7,0	39,3	50,0	-	-	70,5	57,0

PRODUCTION DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Source : Délégation Générale du Gouvernement en Algérie

Unité : tonne

	MOYENNE TRIMESTRIELLE		1957	1 9 5 8				1 9 5 9	
	1956	1957	4° tr.	1° tr.	2° tr.	3° tr.	4° tr.	1° tr.	Avril
	Ciment.....	167.348	177.733	189.350	193.946	200.060	211.191	236.671	215.265	71.540
Chaux hydraulique	15.665	16.914	18.258	17.409	20.408	24.206	25.062	18.146	7.143
Plâtre.....	14.924	15.141	17.991	21.667	20.144	21.259	26.334	22.940	7.037
Briques.....	82.212	82.384	78.132	74.596	100.922	(126.961	108.599	98.179	39.998
Tuiles.....	15.103	15.333	14.506	13.029	15.731				

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Source : Délégation Générale du Gouvernement en Algérie

	NOUVEL INDICE				
	Moyenne trimestrielle 1957	Moyenne trimestrielle 1958	2° trim. 1958	3° trim. 1958	4° trim. 1958
<u>ALGERIE</u>	(Base 100 en 1954)				
Indice général (sans bâtiment)	120,6	139,4	141,3	134,6	141,9
Bâtiment, Travaux publics....	109,6	120,7	122,7	125,3	120,9

AUTORISATIONS DE BATIR

Source : Délégation Générale du Gouvernement en Algérie

	Unité	1 9 5 8					1 9 5 9			
		Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril
<u>Agglomération Algéroise</u>										
Demandes approuvées (total)...	nombre	117	110	163	121	141	104	95	108	101
Surface des planchers.....	1000m ²	20,2	37,6	39,5	47,5	122,7	21,7	27,7	28,4	28,1
Pièces destinées à l'habitation	nombre	880	1531	1644	1966	6107	975	1111	975	953
<u>Agglomération Oranaise</u>										
Demandes approuvées (total)....	nombre	69	88	77	44	23	108	78	54	32
Surface des planchers.....	1000m ²	18,0	9,3	21,9	7,0	4,1	13,1	27,4	26,7	5,5
Pièces destinées à l'habitation	nombre	965	722	1277	403	266	1001	1991	1428	344

PERMIS DE CONSTRUIRE ACCORDES DANS 58 VILLES A CARACTER URBAIN

4ème trimestre 1958

(Algérie)

Source : Délégation Générale du Gouvernement en Algérie

	Autorisations		Nombre de		Surfaces planchers habitables en m ²	Valeur des habitations en millions de frs
	Total	Habita- tions	Logements	Pièces		
Région d'Alger.....	528	465	3.470	10.164	220.357	7.374,0
Total agglomération algéroise.....	425	372	3.323	9.717	209.662	7.001,5
Région d'Oran.....	291	258	1.044	3.168	60.294	1.492,1
Région de Constantine....	221	185	1.488	4.822	81.747	2.969,0
Ensemble de l'Algérie....	1.040	908	6.002	18.154	362.398	11.835,1

SITUATION DES CREDITS H.L.M.

ALGERIE

Année 1959

Source : Caisse des Dépôts

Unité : Million de Fr

	Location simple		Accession à la propriété			
	Résultats		Sociétés Coopératives		Crédit Immobilier	
	mensuels	cumulés	mensuels	cumulés	mensuels	cumulés
1°.- Prêts consentis						
Janvier 1959	94,7	94,7	-	-	-	-
Février "	752,3	847,0	-	-	-	-
Mars "	16,2	863,2	-	-	-	-
Avril "	130,0	993,2	776,0	776,0	-	-
Mai "	100,8	1.094,0	-	776,0	580,0	580,0
Juin "	262,7	1.356,7	-	776,0	580,0	580,0
2°.- Prêts contractés						
Janvier 1959	664,4	664,4	100,0	100,0	-	-
Février "	325,3	989,7	-	100,0	-	-
Mars "	927,8	1.917,5	179,4	279,4	-	-
Avril "	1.386,4	3.303,9	208,1	487,5	180,0	180,0
Mai "	67,5	3.371,4	62,3	549,8	-	180,0
Juin "	1.405,8	4.777,2	29,6	579,4	-	180,0
3°.- Réalisations						
Janvier 1959	765,5	765,5	-	-	-	-
Février "	421,7	1.187,2	71,3	71,3	7,4	7,4
Mars "	436,6	1.623,8	97,9	169,2	5,1	12,5
Avril "	69,4	1.693,2	183,8	353,0	124,2	136,7
Mai "	661,0	2.354,2	19,1	372,1	92,6	229,3
Juin "	543,2	2.897,4	-	372,1	-	229,3

INDICES GENERAUX DES PRIX

Source : Délégation Générale du Gouvernement en Algérie (Service de la Statistique Générale)

	MOYENNE MENSUELLE	1958	1 9 5 9				
		1958	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai
<u>Indice d'ensemble des Prix de détail dans l'agglomération algéroise (250 articles) =</u> Juillet 56 - Juin 57 = 100.....	116,5	121,0	124,5	125,5	126,3	125,3	125,3
- Habitation.....	112,0	114,4	117,5	119,5	120,2	120,4	121,4
- Indice des Prix de Gros à Alger (1938 = 100).....	3.250	3.381	3.483	3.489	3.540	3.424	...

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI NON SATISFAITES

Construction et entretien de bâtiments

Source : Ministère du Travail

Unité : nombre

DEPARTEMENTS	Demandes d'emploi								Offres d'emploi							
	1 9 5 8				1 9 5 9				1 9 5 8				1 9 5 9			
	au 1 ^o Avril	au 1 ^o Mai	au 1 ^o Juin	au 1 ^o Juil.	au 1 ^o Avril	au 1 ^o Mai	au 1 ^o Juin	au 1 ^o Juil.	au 1 ^o Avril	au 1 ^o Mai	au 1 ^o Juin	au 1 ^o Juil.	au 1 ^o Avril	au 1 ^o Mai	au 1 ^o Juin	au 1 ^o Juil.
FRANCE ENT.	5.643	5.246	4.247	3.404	13.429	12.882	11.298	8.938	4.263	4.896	5.876	5.311	2.528	2.927	2.860	3.088
AIN	14	11	7	8	45	65	43	45	68	67	148	106	15	24	29	26
AISNE	15	12	4	6	145	92	85	44	27	15	35	26	8	6	11	15
ALLIER	16	15	9	11	44	39	38	29	4	4	124	10	10	4	10	11
ALPES (Bas.)	18	8	7	5	21	14	12	2	33	46	22	20	8	60	40	78
ALPES (Htes)	32	30	11	8	47	11	5	2	457	543	451	390	408	673	530	396
ALPES MARIT.	122	110	81	74	159	163	119	101	6	12	6	9	1	2	3	9
ARDECHE	34	25	22	16	37	34	26	21	12	-	1	13	3	-	-	-
ARDENNES	3	3	2	-	16	12	5	6	1	15	11	1	-	9	1	-
ARIEGE	12	10	4	10	35	38	34	29	14	9	25	-	-	-	-	-
AUBE	-	3	2	1	38	12	23	27	5	11	24	8	5	3	13	16
AUDE	6	12	5	3	14	25	12	3	1	12	16	10	15	23	24	20
AVEYRON	40	34	17	16	38	46	18	5	70	86	76	53	5	11	20	21
BOUCHES RH.	264	268	243	181	647	576	589	653	3	10	8	14	5	5	18	4
CALVADOS	82	92	76	68	320	271	241	180	5	4	7	2	-	-	-	9
CANTAL	15	18	-	-	19	13	8	3	8	2	2	-	-	-	6	-
CHARENTE	2	2	-	-	23	16	6	4	19	5	51	8	4	10	5	13
CHARENTE MAR.	176	125	134	90	276	245	190	128	15	2	12	22	11	13	13	20
CHER	6	3	3	6	15	15	10	9	74	85	76	63	77	76	78	110

Construction et entretien de bâtiments

Source : Ministère du Travail

Unité : nombre

DEPARTEMENTS	Demandes d'emploi								Offres d'emploi							
	1 9 5 8				1 9 5 9				1 9 5 8				1 9 5 9			
	au 1 ^o Avril	au 1 ^o Mai	au 1 ^o Juin	au 1 ^o Juil.	au 1 ^o Avril	au 1 ^o Mai	au 1 ^o Juin	au 1 ^o Juil.	au 1 ^o Avril	au 1 ^o Mai	au 1 ^o Juin	au 1 ^o Juil.	au 1 ^o Avril	au 1 ^o Mai	au 1 ^o Juin	au 1 ^o Juil.
CORREZE	15	16	10	10	37	50	46	40	1	2	16	5	10	11	-	3
CORSE	53	47	42	54	26	23	27	19	23	50	-	69	93	36	86	29
COTE-D'OR	4	2	5	6	10	17	3	5	39	66	61	60	49	29	45	47
COTES-DU-NOR	54	42	42	32	114	84	84	75	31	32	37	20	11	13	21	23
CREUSE	11	8	5	3	11	10	9	4	-	-	9	9	-	-	-	-
DORDOGNE	27	30	21	13	61	64	53	28	11	16	33	10	12	3	-	13
DOUBS	7	8	10	7	31	24	23	17	20	65	14	35	14	39	15	15
DROME	2	4	1	1	17	16	10	9	39	29	35	41	32	49	64	60
EURE	29	33	11	5	51	65	59	48	-	18	50	35	-	1	1	-
EURE ET LOIR	19	10	6	4	25	32	37	24	30	43	20	30	30	20	30	-
FINISTERE	201	255	215	183	521	473	473	428	-	4	11	7	-	-	-	-
GARD	28	17	5	13	41	29	28	27	5	11	5	4	-	-	-	-
GARONNE (Hte)	54	82	38	23	89	105	99	35	5	15	16	28	10	17	6	23
GERS	1	1	-	-	1	1	1	-	1	3	5	6	7	7	8	7
GIRONDE	155	145	140	105	310	245	285	264	23	31	13	43	3	19	3	13
HERAULT	116	121	104	65	167	148	145	91	5	6	10	5	1	2	-	1
ILLE & VIL.	212	189	147	84	371	356	288	252	-	6	4	1	-	-	1	-
INDRE	3	3	3	3	7	7	17	5	11	10	10	32	1	5	-	-
INDRE & Lre	34	16	10	16	34	46	39	28	5	17	9	13	21	11	15	9
ISERE	81	64	64	52	126	125	91	71	23	15	5	38	15	32	14	16
JURA	15	10	7	3	42	18	14	17	16	24	27	32	7	17	5	12
LANDES	2	2	-	1	3	2	3	3	14	44	50	34	6	17	51	11
LOIR-ET-CHEV	6	9	3	2	4	3	6	4	-	-	-	-	5	-	-	-
LOIRE	47	40	33	17	112	85	93	75	38	45	67	75	49	38	38	29

Construction et entretien de bâtiments

Source : Ministère du Travail

Unité : nombre

DEPARTEMENTS	Demandes d'emploi								Offres d'emploi							
	1958				1959				1958				1959			
	au 1 ^o Avril	au 1 ^o Mai	au 1 ^o Juin	au 1 ^o Juil.	au 1 ^o Avril	au 1 ^o Mai	au 1 ^o Juin	au 1 ^o Juil.	au 1 ^o Avril	au 1 ^o Mai	au 1 ^o Juin	au 1 ^o Juil.	au 1 ^o Avril	au 1 ^o Mai	au 1 ^o Juin	au 1 ^o Juil.
LOIRE (Hte)	26	12	5	4	14	9	7	4	-	1	-	-	-	-	1	2
LOIRE ATLAN.	615	597	442	339	1.406	1.570	1.318	1.213	3	18	13	19	-	1	3	18
LOIRET	27	19	11	5	15	18	15	14	9	11	14	9	1	4	6	1
LOT	-	-	-	-	4	3	2	1	5	35	46	43	10	14	15	18
LOT & GARON.	3	2	3	2	28	15	8	9	-	10	-	-	-	2	-	-
LOZERE	4	1	-	-	1	5	-	-	-	20	20	15	20	24	10	4
MAINE & L ^{re}	45	39	21	15	162	127	108	66	10	8	24	18	-	6	6	8
MANCHE	101	129	134	119	289	281	268	242	7	4	8	3	2	4	6	4
MARNE	18	11	8	7	55	49	47	48	53	58	56	79	11	16	4	19
MARNE (Hte)	1	5	-	-	1	-	2	1	11	52	94	100	6	19	-	17
MAYENNE	29	27	23	25	55	44	45	44	7	3	2	2	1	4	5	2
MEURTHE & M.	40	28	16	15	48	85	52	32	184	166	197	199	30	41	65	85
MEUSE	1	1	-	-	6	4	6	1	32	47	102	50	26	12	13	15
MORBIHAN	161	188	153	109	227	214	181	155	-	-	-	1	-	12	-	-
MOSELLE	15	6	3	9	30	34	14	58	263	322	317	310	164	179	106	135
NIEVRE	9	7	5	7	28	29	22	25	52	30	27	20	21	18	18	15
NORD	42	28	47	42	297	203	159	131	956	1.084	1.042	1.045	577	527	533	666
OISE	7	8	9	3	38	36	40	16	29	47	113	102	71	49	51	86
ORNE	46	45	27	21	59	51	47	38	12	14	26	22	26	23	10	18
PAS-DE-CAL.	431	420	395	324	987	868	710	662	138	157	148	86	47	112	79	120
PUY-DE-DOME	32	27	27	25	57	75	62	42	15	13	2	27	6	12	6	32
PYRENEES B.	7	13	9	5	58	54	30	32	3	2	267	2	3	40	92	46
PYRENEES H.	8	7	8	6	27	21	30	23	8	21	14	6	11	4	2	6
PYRENEES O.	29	10	9	5	41	37	32	19	3	5	11	13	5	5	5	4

Construction et entretien de bâtiments
(fin)

Source : Ministère du Travail

Unité : nombre

DEPARTEMENTS	Demandes d'emploi								Offres d'emploi							
	1958				1959				1958				1959			
	au 1° Avril	au 1° Mai	au 1° Juin	au 1° Juil.	au 1° Avril	au 1° Mai	au 1° Juin	au 1° Juil.	au 1° Avril	au 1° Mai	au 1° Juin	au 1° Juil.	au 1° Avril	au 1° Mai	au 1° Juin	au 1° Juil.
RHIN (Bas)	5	1	-	-	9	3	3	5	157	198	410	466	80	80	109	73
RHIN (Haut)	52	58	50	49	287	319	285	185	236	264	427	418	70	86	121	140
RHONE	27	31	22	21	133	118	106	88	55	39	45	34	17	17	17	29
SAONE (Hte)	5	5	6	4	26	32	34	23	86	102	63	70	44	56	58	75
SAONE-ET-L.	16	12	11	5	24	22	21	24	156	99	101	107	64	77	69	82
SARTHE	139	145	116	96	166	159	118	118	2	2	5	1	-	2	12	17
SAVOIE	128	104	81	111	193	123	151	61	-	-	-	6	-	4	-	-
SAVOIE (Hte)	6	5	2	1	12	7	4	3	123	119	72	50	113	68	78	27
SEINE	716	569	440	310	1.974	2.021	1.767	1.093	76	117	172	244	10	12	47	96
SEINE-MARIT.	221	230	163	116	856	970	865	569	141	82	137	139	23	25	21	37
SEINE-&-MAR.	32	24	24	25	119	64	64	60	19	9	15	14	19	19	15	6
SEINE-&-OISE	167	153	136	144	551	489	491	346	81	94	158	70	44	37	28	58
SEVRES (Deux)	9	14	11	9	38	38	34	21	-	-	1	-	1	-	1	-
SOMME	59	64	45	30	277	269	242	196	42	35	28	25	5	11	7	18
TARN	12	11	19	13	72	115	67	52	7	6	18	5	10	8	7	4
TARN-&-GARON.	11	11	10	8	11	14	12	11	-	-	-	-	-	-	-	-
VAR	24	24	31	29	83	99	77	67	-	-	-	-	-	-	-	-
VAUCLUSE	40	52	47	41	88	73	63	67	23	14	14	21	10	2	3	4
VENDEE	13	14	14	13	108	80	62	55	11	7	5	11	5	3	1	2
VIENNE	161	105	74	72	199	203	154	106	8	12	13	14	9	10	4	6
VIENNE (Hte)	11	11	10	7	29	16	15	11	6	10	3	1	-	-	12	15
VOSGES	50	17	20	5	58	72	41	28	62	78	43	55	15	5	7	12
YONNE	9	12	11	3	33	29	20	13	10	1	1	2	-	4	3	7
BELFORT Ter.																

(1) La Territoire de Belfort est compris dans le Département de la Haute-Saône.

NOMBRE DE LOGEMENTS AYANT OBTENU LE PERMIS DE CONSTRUIRE

(par département)

Source : I.N.S.E.E. - M.C.

Unité : logement

Nos	DEPARTEMENTS	Année 1958	1 9 5 8			1 9 5 9		1 9 5 8		1 9 5 9	
			1°tr.	2°tr.	3°tr.	1°tr.	2°tr. (a)	Mai	Juin	Mai (a)	Juin (a)
	FRANCE ENTIERE	345.386	75.210	92.071	81.261	79.176	101.824	30.337	35.440	31.690	34.434
1	AIN	1.599	433	511	263	377	286	291	83	54	142
2	AISNE	1.991	702	529	534	316	547	89	103	164	125
3	ALLIER	1.329	267	311	449	255	1.638	131	89	725	217
4	ALPES (Basses)	1.011	118	275	155	104	248	102	87	90	50
5	ALPES (Hautes)	676	156	177	227	121	264	74	56	109	60
6	ALPES-MARITIMES	18.362	3.588	4.782	4.722	6.080	4.646	1.663	1.903	1.532	1.292
7	ARDECHE	938	145	385	164	204	334	232	104	34	166
8	ARDENNES	1.998	202	547	355	255	356	133	112	65	148
9	ARIEGE	666	177	246	174	135	164	42	170	70	58
10	AUBE	1.299	319	389	291	266	1.487	92	102	548	534
11	AUDE	1.555	326	456	308	271	204	201	103	46	63
12	AVEYRON	1.096	196	330	240	342	205	122	135	90	48
13	BOUCHES-du-RHONE	14.816	3.745	3.517	3.387	3.578	4.152	1.225	1.372	1.375	851
14	CALVADOS	3.507	401	682	1.511	674	1.054	177	298	465	319
15	CANTAL	615	120	203	228	97	255	41	35	46	58
16	CHARENTE	1.646	248	257	317	249	727	127	66	601	47
17	CHARENTE-MARITIME	2.486	528	934	642	576	537	234	260	109	219
18	CHER	1.482	258	485	411	269	508	169	163	130	137

(a) Nombres provisoires.

Nombre de logements ayant obtenu le permis de construire.
(par département)

(suite)

Source : I.N.S.E.E. - M.C.

Unité : logement

Nos	DEPARTEMENTS	Année 1958	1 9 5 8			1 9 5 9		1 9 5 8		1 9 5 9	
			1°tr.	2°tr.	3°tr.	1°tr.	2°tr. (a)	Mai	Juin	Mai (a)	Juin (a)
19	CORREZE	1.163	290	379	239	244	370	159	90	157	140
20	CORSE	1.641	476	424	223	146	270	180	113	55	86
21	COTE-d'OR	3.772	603	1.778	856	354	608	193	1.242	170	257
22	COTES-du-NORD	2.019	520	587	479	548	335	182	169	102	99
23	CREUSE	458	46	74	199	88	80	22	29	25	28
24	DORDOGNE	1.323	277	486	275	266	266	264	139	77	75
25	DOUBS	3.630	665	707	1.342	630	1.945	284	231	616	420
26	DROME	2.454	466	582	473	564	748	148	291	425	199
27	EURE	1.333	169	366	236	192	445	166	121	87	71
28	EURE-et-LOIR	1.508	360	456	319	427	453	143	152	218	145
29	FINISTERE	4.217	1.139	1.273	880	1.490	1.449	273	437	427	566
30	GARD	3.222	814	401	889	677	1.806	177	58	379	916
31	GARONNE (Haute)	7.499	1.644	1.756	2.040	2.327	1.502	710	494	398	568
32	GERS	310	86	120	51	94	107	47	29	19	40
33	GIRONDE	4.826	1.061	1.325	1.486	1.671	1.681	313	811	701	383
34	HERAULT	3.795	668	1.063	851	878	1.444	299	405	878	359
35	ILLE-et-VILAINE	2.557	506	913	596	614	1.360	278	312	391	812
36	INDRE	1.484	859	265	147	146	336	69	91	102	64
37	INDRE-et-LOIRE	2.190	386	519	311	283	1.983	184	285	325	284
38	ISERE	6.709	1.459	1.993	1.486	2.019	3.121	639	890	698	1.588
39	JURA	757	231	215	149	130	372	94	58	175	80
40	LANDES	1.382	366	343	301	683	354	117	138	131	115
41	LOIR-et-CHER	1.047	229	214	282	226	226	91	55	61	65
42	LOIRE	4.492	841	1.176	1.467	765	3.106	377	531	326	1.356

(a) Nombres provisoires.

Nombre de logements ayant obtenu le permis de construire
(par département)

(suite)

Source : I.N.S.E.E. - M.C.

Unité : logement

Nos	DEPARTEMENTS	Année 1958	1 9 5 8			1 9 5 9		1 9 5 8		1 9 5 9	
			1°tr.	2°tr.	3°tr.	1°tr.	2°tr. (a)	Mai	Juin	Mai (a)	Juin (a)
43	LOIRE (Haute)	727	137	266	186	102	272	53	181	58	105
44	LOIRE-ATLANTIQUE	5.693	1.132	1.814	782	1.452	1.226	395	359	277	329
45	LOIRET	2.311	326	645	962	756	400	379	128	125	145
46	LOT	603	133	126	175	143	113	50	39	52	43
47	LOT-et-GARONNE	1.436	223	614	254	324	324	115	89	109	135
48	LOZERE	431	116	151	96	87	119	28	37	45	27
49	MAINE-et-LOIRE	2.801	406	1.058	887	351	753	409	488	53	590
50	MANCHE	1.740	197	549	437	231	329	105	201	66	183
51	MARNE	1.477	311	584	208	435	637	96	197	156	146
52	MARNE (Haute)	1.911	89	268	446	129	159	66	159	48	84
53	MAYENNE	680	134	320	143	158	160	196	82	27	88
54	MEURTHE-et-MOS.	4.629	776	2.109	1.069	463	1.739	637	1.272	504	970
55	MEUSE	1.327	621	170	381	93	252	82	49	145	39
56	MORBIHAN	2.836	822	806	507	1.385	606	249	194	137	311
57	MOSELLE	9.087	1.396	2.023	2.980	675	2.410	460	1.211	421	833
58	NIEVRE	1.000	197	411	196	169	349	300	87	235	53
59	NORD	11.191	3.569	2.651	2.321	3.130	4.412	1.012	1.056	1.746	1.312
60	OISE	3.136	332	1.504	624	3.312	486	1.073	204	104	157
61	ORNE	1.120	116	496	162	345	202	93	360	80	72
62	PAS-de-CALAIS	6.049	1.228	1.580	1.363	913	1.227	556	386	459	454
63	PUY-de-DOME	3.781	870	618	1.701	545	1.534	129	186	298	964
64	PYRENEES (Bsses)	4.765	1.664	998	1.081	1.194	842	199	516	462	210
65	PYRENEES (Htes)	1.743	361	624	366	436	484	173	343	161	123
66	PYRENEES-ORIENT.	2.561	478	567	960	517	592	263	171	236	136

(a) Nombres provisoires.

Nombre de logements ayant obtenu le permis de construire
(par département)
(fin)

Source : I.N.S.E.E. - M.C.

Unité : logement

Nos	DEPARTEMENTS	Année. 1958	1 9 5 8			1 9 5 9		1 9 5 8		1 9 5 9	
			1°tr.	2°tr.	3°tr.	1°tr.	2°tr. (a)	Mai	Juin	Mai (a)	Juin (a)
67	RHIN (Bas)	4.299	1.074	1.257	925	1.373	1.060	432	646	199	360
68	RHIN (Haut)	3.172	786	1.021	800	996	832	387	315	401	171
69	RHONE	8.572	1.724	2.797	1.850	2.108	3.124	859	823	901	1.729
70	SAONE (Haute)	524	118	129	142	210	163	56	27	74	41
71	SAONE-et-LOIRE	2.767	565	1.098	657	671	454	103	622	148	131
72	SARTHE	2.983	384	328	567	302	1.164	86	199	79	991
73	SAVOIE	2.624	606	810	583	392	737	442	160	79	239
74	SAVOIE (Haute)	3.607	984	982	800	839	1.130	448	317	381	323
75	SEINE (Paris)	10.662	2.576	2.767	2.202	1.534	1.639	904	1.176	349	920
	(Banlieue)	33.077	6.691	8.335	5.840	8.000	7.533	1.649	4.780	4.303	1.655
76	SEINE-MARITIME	9.864	1.315	1.420	3.003	2.403	2.560	173	569	643	847
77	SEINE-et-MARNE	5.600	746	2.000	767	1.197	1.659	830	673	561	618
78	SEINE-et-OISE	38.643	10.840	8.799	8.120	7.398	10.894	3.392	2.477	2.404	3.271
79	SEVRES (Deux)	720	145	291	194	161	225	122	61	85	88
80	SOMME	2.653	447	1.067	321	235	307	823	85	102	92
81	TARN	1.243	258	300	252	267	240	79	143	47	96
82	TARN-et-GARONNE	725	100	110	448	205	187	42	29	30	50
83	VAR	8.755	1.848	2.311	2.471	1.561	2.281	925	883	369	1.177
84	VAUCLUSE	2.109	490	411	622	417	753	103	218	211	71
85	VENDEE	2.317	640	719	437	399	617	182	205	191	147
86	VIENNE	1.201	327	348	241	571	296	71	178	173	60
87	VIENNE (Haute)	2.237	376	409	1.034	588	992	153	132	90	163
88	VOSGES	1.143	247	345	353	150	430	75	120	193	166
89	YONNE	1.107	125	486	238	201	735	319	68	445	243
90	ELFORT (Ter.)	886	74	148	152	22	101	10	127	32	26

() Nombres provisoires.

**NOMBRE DE LOGEMENTS TERMINES
PAR SECTEUR DE LA CONSTRUCTION**

1^{er} trimestre 1959

- France métropolitaine -

Source : Ministère de la Construction

Unité : logement

Nos	DEPARTEMENTS	Secteur de la Construction					Autres logements non primés	Nombre total de logements terminés
		Recons- truction	H.L.M. (a)		Logements primés (b)			
			Loca- tion	Acces- sion	à 1.000Fr (Log-Eco)	Autres		
FRANCE ENTIERE.....		4.952	20.526	3.668	20.279	22.354	7.379	79.254
1	AIN	0	125	57	102	132	7	423
2	AISNE	22	105	28	135	76	29	395
3	ALLIER	0	26	12	194	173	7	412
4	ALPES (Basses)	1	51	2	67	33	4	158
5	ALPES (Hautes)	5	53	4	47	41	8	158
6	ALPES-MARITIMES	1	70	8	706	1.656	723	3.164
7	ARDECHE	1	32	23	16	97	8	177
8	ARDENNES	93	161	4	29	41	10	338
9	ARIEGE	0	0	0	29	51	0	80
10	AUBE	19	193	6	24	43	15	300
11	AUDE	2	172	49	37	70	51	381
12	AVEYRON	0	0	12	19	99	13	143
13	BOUCHES-DU-RHONE	23	459	150	584	2.062	172	3.459
14	CALVADOS	602	348	30	53	93	54	1.180
15	CANTAL	2	0	12	14	77	2	107
16	CHARENTE	2	60	26	69	62	35	254
17	CHARENTE-MARITIME	67	0	20	111	151	123	472
18	CHER	3	0	15	33	47	4	102

(a) Non compris les constructions H.L.M. ayant bénéficié de primes à la construction.

(b) Y compris les constructions H.L.M. ayant bénéficié de primes à la construction.

Nombre de logements terminés par secteur de la construction

- France métropolitaine -

Source : Ministère de la Construction

Unité : logement

Nos	DEPARTEMENTS	Secteur de la Construction					Autres logements non primés	Nombre total de logements terminés.
		Reconstruction	H.L.M. (a)		Logements primés (b)			
			Location	Accession	à 1000 Fr (Log-Eco)	Autres		
19	CORREZE	0	53	13	80	139	28	313
20	CORSE	4	0	0	7	25	10	46
21	COTE-D'OR	29	184	66	203	162	33	677
22	COTES-DU-NORD	21	0	71	64	252	29	437
23	CREUSE	0	48	7	2	30	14	101
24	DORDOGNE	5	16	38	80	154	2	295
25	DOUBS	5	0	14	461	171	10	661
26	DROME	16	0	35	35	183	10	279
27	EURE	0	172	5	236	13	24	450
28	EURE-ET-LOIR	19	136	13	62	55	11	296
29	FINISTERE	45	110	59	254	699	36	1.203
30	GARD	6	0	32	105	151	50	344
31	GARONNE (Haute)	0	0	102	543	314	33	992
32	GERS	0	46	4	24	27	53	154
33	GIRONDE	15	128	80	299	160	78	760
34	HERAULT	30	0	24	96	143	12	305
35	ILLE-ET-VILAINE	718	25	64	148	284	3	1.242
36	INDRE	4	64	1	37	95	1	202
27	INDRE-ET-LOIRE	57	148	27	35	106	29	402
38	ISERE	30	243	94	738	396	55	1.556
39	JURA	3	13	23	50	86	11	186
40	LANDES	3	0	22	108	107	75	315
41	LOIR-ET-CHER	0	0	53	111	49	22	235
42	LOIRE	3	875	74	83	243	79	1.357

Nombre de logements terminés par secteur de la construction

- France métropolitaine -

Source : Ministère de la Construction

Unité : logement

Nos	DEPARTEMENTS	Secteur de la Construction					Autres logements non primés.	Nombre total de logements terminés
		Reconstruction	H.L.M. (a)		Logements primés (b)			
			Location	Accession	à 1000 F (Log-Eco)	Autres		
43	LOIRE (Haute)	0	0	1	6	62	1	70
44	LOIRE ATLANTIQUE	226	250	143	255	310	108	1.292
45	LOIRET	95	0	91	88	114	6	394
46	LOT	0	0	3	12	42	2	59
47	LOT-ET-GARONNE	8	0	5	78	104	6	201
48	LOZERE	0	0	1	20	33	3	57
49	MAINE-ET-LOIRE	9	253	39	172	78	14	565
50	MANCHE	165	579	10	125	132	84	1.095
51	MARNE	21	453	44	52	58	39	667
52	MARNE (Haute)	0	93	29	11	33	33	199
53	MAYENNE	5	32	1	104	36	8	186
54	MEURTHE-ET-MOSELLE	40	90	28	325	199	93	775
55	MEUSE	14	0	18	22	21	3	78
56	MORBIHAN	214	0	32	110	251	46	653
57	MOSELLE	332	160	21	219	428	1.070	2.230
58	NIEVRE	2	174	2	42	26	32	278
59	NORD	125	1.298	417	495	787	341	3.463
60	OISE	70	223	17	115	64	92	581
61	ORNE	100	25	22	24	81	1	253
62	PAS-DE-CALAIS	305	251	84	268	286	235	1.429
63	PUY-DE-DOME	2	16	20	226	243	20	527
64	PYRENEES (Basses)	0	54	6	319	383	93	855
65	PYRENEES (Hautes)	0	46	11	112	180	6	355
66	PYRENEES ORIENTALES	7	0	15	84	60	76	242

Nombre de logements terminés par secteur de la construction

- France métropolitaine -

Source : Ministère de la Construction

Unité : logement

Nos	DEPARTEMENTS	Secteur de la Construction					Autres logements non primés.	Nombre total de logements terminés
		Recons- truction	H.L.M. (a)		Logements primés (b)			
			Loca- tion	Acces- sion	à 1000 Fr (Log-Eco)	Autres		
67	RHIN (Bas)	85	208	0	720	301	17	1.331
68	RHIN (Haut)	57	140	38	84	205	20	544
69	RHONE	129	653	0	701	647	40	2.170
70	SAONE (Haute)	5	20	6	38	47	2	118
71	SAONE-ET-LOIRE	0	7	22	61	109	16	215
72	SARTHE	0	106	36	109	88	27	366
73	SAVOIE	89	32	28	79	157	15	400
74	SAVOIE (Haute)	5	0	43	62	394	94	598
75	SEINE	199	5.675	243	3.601	3.347	852	13.917
76	SEINE-MARITIME	293	1.430	66	391	75	54	2.309
77	SEINE-ET-MARNE	6	338	82	177	513	33	1.149
78	SEINE-ET-OISE	20	2.899	393	3.713	1.921	356	9.302
79	SEVRES (Deux)	0	7	13	51	48	0	119
80	SOMME	195	119	79	208	102	49	752
81	TARN	0	58	36	43	294	17	448
82	TARN-ET-GARONNE	0	0	10	20	35	0	65
83	VAR	55	50	34	384	375	116	1.014
84	VAUCLUSE	12	508	3	197	195	27	942
85	VENDEE	0	60	24	66	116	98	364
86	VIENNE	1	0	16	201	86	11	315
87	VIENNE (Haute)	2	0	14	21	133	9	179
88	VOSGES	197	67	25	22	63	42	416
89	YONNE	5	0	12	14	24	7	62
90	BELFORT (Territoire)	1	36	6	1	17	0	61
Non ventilés par départ.(c)		-	-	-	-	-	1.092	1.092

(c) Renseignements recueillis à l'échelon national : logements construits par l'Etat, la S.N.C.F., l'E.D.F.

STATISTIQUES REGIONALES TRIMESTRIELLES DE RISQUES BANCAIRES

(Source : Bulletins Régionaux de l'I.N.S.E.E.)

En exécution d'une décision du Conseil National du Crédit, la Banque de France centralise à son siège social (Service Central des Risques), depuis le 1er Avril 1946, les déclarations de crédits bancaires reçues par les divers établissements de PARIS et de Province (Bureaux locaux de risques).

Les statistiques des utilisations de crédits ainsi recensées sont publiées et commentées depuis cette date dans les rapports trimestriels et annuels du Conseil National du Crédit. A la suite d'un accord intervenu avec la Banque de France, elles font, en outre, désormais, l'objet d'un regroupement et d'une publication à l'échelon des circonscriptions régionales de l'I.N.S.E.E.

Il paraît nécessaire de décrire sommairement les modalités du recensement et d'en indiquer l'intérêt et la portée.

1°) Modalités de centralisation des déclarations de risques bancaires.

- Dans la première quinzaine de chaque mois, les banques et établissements financiers déclarent à la Banque de France, pour chaque bénéficiaire, les crédits ouverts et les crédits utilisés au dernier jour du mois précédent.

Toutefois, ne sont pas soumis à déclaration les crédits qui n'atteignent pas, en province, pour un même bénéficiaire :

- 5 millions de francs pour les escomptes d'effets commerciaux et les crédits garantis par la Caisse des Marchés,
- 2 millions de francs pour les autres crédits (crédits à moyen terme, autres crédits mobilisables, crédits non mobilisables).

A PARIS, pour les deux catégories ci-dessus, les minimums de déclaration sont fixés respectivement à 10 millions et 5 millions de francs.

- Toutes les déclarations sont centralisées à la Banque de France, par le Service Central des Risques, qui établit un bulletin individuel par bénéficiaire. Ce bulletin ne porte que l'indication du montant global, par catégorie de crédit, des risques déclarés au nom d'une même entreprise, sans mention ni du nom, ni du nombre des établissements déclarants. Un exemplaire de ce bulletin est remis à chacun des établissements déclarants.

2°) Intérêt et portée des recensements.

Cet intérêt est double.

- Les banques et les établissements financiers sont informés du montant total des risques recensés au nom de chacun des clients pour lesquels ils effectuent des déclarations.
- Les autorités monétaires sont en mesure de suivre l'évolution des crédits recensés.

Le Service Central des Risques recense actuellement des crédits au nom de 120.000 bénéficiaires environ. Le montant des crédits recensés représente un peu plus de 80 % des crédits effectivement utilisés.

Le Bureau local de recensement d'un crédit étant celui du domicile ou du siège social d'un bénéficiaire, les statistiques d'utilisation de crédits publiées ci-après pour chacune des circonscriptions régionales de l'I.N.S.E.E. concernent seulement les entreprises dont le siège est situé dans cette circonscription; elles ne rendent donc pas compte des crédits utilisés par les firmes qui, bien qu'y exerçant une activité ou y ayant un établissement, n'y possèdent pas leur siège social.

Crédits bancaires recensés à la fin du 4^e trimestre 1958 à
l'échelon des circonscriptions régionales de l'I.N.S.E.E.
pour la branche d'activité "Bâtiment, Travaux Publics "

Source : Banque de France

Unité : milliard de F

Circonscriptions	Bâtiment et Travaux Publics			Total des différentes branches d'activité	Rapport (4)/(5) en %
	Effets commerciaux	Autres crédits	Total		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
REGION DE PARIS - (Oise, Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise)	33,48	115,51	148,99	3.456,35	4,31 %
REGION DE BORDEAUX - (Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées)	1,93	2,34	4,27	80,45	5,31 %
REGION DE CLERMONT-FERRAND - (Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme)	0,69	1,19	1,88	36,69	5,12 %
REGION DE DIJON - (Côte-d'Or, Doubs, Jura, Nièvre, Haute-Saône, Saône-et-Loire, Yonne, Territoire de Belfort)	2,56	3,02	5,58	100,47	5,55 %
REGION DE LILLE - (Nord, Pas-de-Calais)	5,85	6,25	12,10	230,69	5,25 %
REGION DE LIMOGES - (Corrèze, Creuse, Dordogne, Indre Haute-Vienne)	0,78	1,68	2,46	35,95	6,84 %

Source : Banque de France

Unité : milliard de F

Circonscriptions	Eâtiment et Travaux Publics			Total des différentes branches d'activité	Rapport (4)/(5) en %
	Effets commerciaux	Autres crédits	Total		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
REGION DE LYON - (Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie, Haute- Savoie)	7,93	29,50	37,43	313,05	11,96 %
REGION DE MARSEILLE - (Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône Corse, Gard, Var, Vaucluse)	4,46	16,86	21,32	188,89	11,29 %
REGION DE MONTPELLIER - (Aude, Aveyron, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales)	1,03	3,10	4,13	54,52	7,58 %
REGION DE NANCY - (Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Vosges)	3,13	5,33	8,46	125,40	6,75 %
REGION DE NANTES - (Indre-et-Loire, Loire-Atlanti- que, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée)	2,70	4,36	7,06	88,94	7,94 %
REGION D'ORLEANS - (Eure, Eure-et-Loir, Loiret, Loir- et-Cher)	0,93	1,27	2,20	61,76	3,56 %
REGION DE POITIERS (Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne)	1,00	1,53	2,53	43,43	5,83 %

Source : Banque de France

Unité : milliard de F.

Circonscriptions	Bâtiment et Travaux Publics			Total des différentes branches d'activité	Rapport (4)/(5) en %
	Effets commerciaux	Autres crédits	Total		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
REGION DE REIMS (Aisne, Ardennes, Aube, Marne, Haute-Marne)	1,93	1,73	3,66	101,74	3,60 %
REGION DE RENNES (Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Morbihan)	1,30	4,69	5,99	59,86	10,01 %
REGION DE ROUEN (Calvados, Eure, Manche, Orne, Seine-Maritime, Somme)	2,79	3,13	5,92	130,25	4,55 %
REGION DE STRASBOURG (Bas-Rhin, Haut-Rhin)	1,97	3,26	5,23	123,79	4,22 %
REGION DE TOULOUSE (Ariège, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne)	1,56	4,33	5,89	64,40	9,15 %



STATISTIQUES INTERNATIONALES



C O M M A G E D A N S L ' I N D U S T R I E D E L A C O N S T R U C T I O N

Source : Bulletin trimestriel de Statistiques du Logement et de la Construction pour l'Europe

Indices : base 100 en 1953

Année de base : en milliers de chômeurs

P a y s	Année de base (a)	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1 9 5 7				1 9 5 8			
								I	II	III	IV	I	II	III	IV
								1000							
Autriche	45,5	86	100	81	55	59	55	137	25	12	46	149	26	12	49
Belgique	33,7	100	100	103	98	103	75	131	46	41	83	163	67	61	103
Danemark	17,6	153	100	102	132	151	143	219	89	72	191	300	75	57	119
France	10,7	47	100	107	72	35	25	35	19	17	29	54	40	31	61
Irlande	17,1	77	100	80	71	81	96	122	101	78	84	115	92	70	76
Italie	276,4	105	100	99	103	107	101	128	95	82	101	138	102	87	107
Pays-Bas	11,5	181	100	70	49	30	61	54	29	41	119	222	95	63	114
Norvège	6,3	83	100	95	103	110	103	205	70	19	122	268	100	43	174
Espagne	17,3	121	100	117	105	96	109	120	106	98	111	133	103	87	..
Suède	8,9 (a)	..	..	..	..	100	117	183	134	43	109	249	146	43	102
Suisse	2,4	123	100	87	57	82	48	132	3	3	54	173	11	8	52
Royaume-Uni (b)	38,3	97	100	88	63	74	105	136	98	81	103	156	132	125	167
Allemagne occidentale.	200,7	107	100	110	92	94	87	65	27	15	272	217	14	7	157

(a) Séries statistiques nationales pour 1953 (Suède 1956 = 100), utilisées pour le calcul des indices exprimées en milliers de chômeurs.

(b) Non compris l'Irlande du Nord.

P R O D U C T I O N D E C I M E N T

Source : Bulletin mensuel de Statistique des Nations-Unies et Bulletin Trimestriel de Statistiques du Logement et de la construction pour l'Europe.

Unité : millier de tonnes métriques

	1953	1954	1955	1956	1957	1958				1959		
						1er trimestre	2° trimestre	3° trimestre	4° trimestre	1er trimestre		
										Janvier	Février	Mars
Production mondiale (1)	160.000	170.000	192.000	204.000	210.000	42.000	57.000	60.000	...	...	...	...
Monde sans les États-Unis(1)	115.000	124.000	139.000	148.000	158.000	34.000	42.000	44.000	...	...	...	...
Allemagne occidentale	15.372	16.284	18.768	19.656	19.248	2.756	5.591	6.241	5.210	837	884	1.934
Allemagne orientale	2.448	2.640	2.976	3.264	3.456	828	902	898	930	287	272	327
Autriche	1.394,4	1.622,4	1.858,8	1.936,8	2.128,8	248,6	689,4	727,3	488,9	79,0	74,0	195,3
Belgique	4.632	4.380	4.692	4.668	4.704	855	1.108	1.101	993	200	147	399
Canada	3.564	3.588	3.996	4.560	5.496	927	1.584	1.735	1.468	267	243	312
Danemark	1.260,0	1.222,8	1.258,8	1.186,8	1.165,2	167,5	225,7	335,7	335,7	103,8	85,5	111,8
Espagne	2.772	3.324	3.756	3.996	4.488	1.077	1.220	1.243	1.270	...	400	372
États-Unis (a)	44.400	46.428	52.992	56.148	52.572	8.387	14.013	15.673	14.193	3.105	2.780	4.074
Finlande	937,2	1.040,4	1.040,4	960,0	945,6	167,0	230,1	270,7	257,6	73,6	84,5	93,0
France	9.228	9.552	10.764	11.388	12.708	2.860	3.704	3.698	3.266	895	...	...
Hongrie	1.059,6	946,8	1.174,8	994,8	988,6	271,7	332,0	352,2	346,2	61,4	91,5	122,9
Inde	3.840	4.464	4.560	5.004	5.688	1.695	1.597	1.461	1.413	508	509	595
Irlande	471,6	529,2	672,0	711,6	452,4	90,3	116,1	113,4	110,4	...	...	...
Italie	7.836	8.772	10.656	11.340	11.868	2.410	3.322	3.617	3.008	731	887	1.133
Japon	8.772	10.680	10.560	13.020	15.180	3.599	3.513	3.771	4.102	1.080	1.181	1.380
Norvège	754,8	770,4	800	895,2	988,8	222,4	251,0	269,7	290,2	67,3	75,5	96,4

(a) Données trimestrielles et mensuelles de portée incomplète.

(1) Non compris les statistiques de l'U.R.S.S. et de la Chine Continentale.

PRODUCTION DE CIMENT

(fin)

Source : Bulletin Mensuel de Statistique des Nations-Unies et Bulletin Trimestriel de Statistiques du Logement et de la Construction pour l'Europe.

Unité : millier de tonnes métriques

	1953	1954	1955	1956	1957	1958				1959		
						1er trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1er trimestre		
										Janvier	Février	Mars
Pays-Bas	861,6	972,0	1.101,6	1.256,4	1.320,0	251,6	366,5	370,6	377,3	82,3	63,4	156,9
Pologne	3.288	3.408	3.816	4.032	4.500	1.220	1.157	1.295	1.369	428	...	...
Portugal	769,2	783,6	778,8	1.023,6	979,2	230,3	267,5	284,5	241,9	68,5	71,0	... (b)
Royaume-Uni	11.400	12.156	12.720	12.972	12.156	2.539	3.126	3.078	3.109	659	822	1.205 (b)
Suède	2.352,0	2.464,8	2.550,0	2.498,4	2.445,6	488,5	647,6	668,9	688	155	184	214
Tchécoslovaquie	2.316	2.556	2.892	3.144	3.672	903	1.002	1.085	1.120	364	...	...
Turquie	528,0	708,0	820,8	970,8	1.261,2	300	417	428	...	...	...	...
U.R.S.S.	15.960	18.996	22.488	24.864	28.800	7.950	7.950	8.700	8.700	...	...	...
Yougoslavie	1.284	1.392	1.572	1.560	1.980	336	517	551	563	95	108	183

(b) - Cinq semaines; autres mois : quatre semaines.

REMARQUE : Les données se rapportant, autant que possible, à tous les ciments hydrauliques employés pour bâtir (portland, métallurgique, aluminium, naturel, etc.....).

PRODUCTION DES BRIQUES DE CONSTRUCTION (1)

(Moyennes mensuelles en millions d'unités)

P A Y S	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1 9 5 8				1 9 5 9		
							1° tr.	2° tr.	3° tr.	4° tr.	Janvier	Février	Mars
Allemagne occidentale	394	423	453	484	477	459	218	469	603	511	273	232	334
Allemagne orientale	147	160	159	164	163	179	103	183	238	205	126	99	114
Autriche	48,5	39,2	58,2	66,5	70,6	72,1	19,6	78,7	100,7	67,5	23,7	15,7	25,0
Belgique	180	184	186	203	187	201	117	193	236	190	119	84	..
Canada (a)	30,8	35,5	39,0	40,8	42,5	39,2	27,1	50,6	59,3	43,7	19,1	21,7	..
Etats-Unis	491	489	580	658	674	555	390	570	613	591	465	442	..
Finlande	13,6	14,9	15,8	15,7	14,4	15,5	3,5	11,1	19,3	12,6	3,0	2,5	2,5
France (b)	273	261	290	341	342	361	341	348	364	368	351	333	..
Hongrie	91,6	110,1	94,9	99,8	100,2	115,4	57,5	113,0	166,5	135,1	83,3	52,3	68,7
Japon	17,0	18,3	20,0	19,0	21,2	23	15	20	24	20	13	10	13
Pays-Bas	109,2	111,2	118,9	119,9	123,0	138,9	126,2	139,7	128,1	132	131	122	123
Pologne (c)	143	184	207	204	205	207	78	231	312	261	120	..	..
Royaume-Uni (d)	552	600	604	597	594	576	528	533	528	557	518	503	532
Tchécoslovaquie (e)	90	101	110	123	133	142	107	185	236	204	140	..	..
U.R.S.S.	1.238	1.399	1.584	1.735	1.792	2.000	2.000	2.000	2.600	2.600	..	..	..
Yougoslavie	45,9	55,3	62,6	66,6	67,7	74,7	13,5	73,9	152,7	110,9	29,8	18,1	13,7

(a) Ventes par les fabricants

(b) En milliers de tonnes métriques

(c) Les données mensuelles comprennent les briques de sable et de chaux

(d) Non compris l'Irlande du Nord. Y compris briques de béton, de schiste et de sable et chaux.

(e) Avant 1958, briques de terre cuite seulement. A partir de 1958, production totale y compris les briques de sable et de chaux.

(1) cf. Bulletin Mensuel de Statistique des Nations-Unies (Mars 1959)

REMARQUES - Sauf indication contraire, les données se rapportant à la production totale de briques d'argile pour la construction, y compris les briques ordinaires et les briques de parements. Les briques vernissées, réfractaires, pour pavage, de béton, de schiste, de sable et chaux ne sont pas comprises.

ETUDES



PREMIERES ENQUETES

sur l'HABITAT DEFECTUEUX dans les COMMUNES URBAINES de FRANCE

La présente étude a été effectuée par M. TRINTIGNAC, Chef de Bureau
à la Direction de l'Aménagement du Territoire

Plusieurs enquêtes portant sur l'état de la propriété bâtie ont été entreprises en France depuis le début du siècle.

La première enquête, qui date de 1906, fut menée à l'initiative du Ministère du Travail. Elle fournit alors quelques renseignements sur l'équipement des logements ouvriers dans 50 villes françaises. On en trouvera mention à "l'Evolution des conditions de logement en France depuis 100 ans". Etudes et conjoncture d'oct. nov. 1957 pp. 1205-1207).

La seconde enquête a été effectuée à l'occasion de l'exploitation des documents souscrits par les propriétaires en 1939 et 1941-1942 lors de la révision foncière des propriétés bâties effectuée par l'Administration des Contributions Directes. Les résultats de cette enquête ont été publiés conjointement par la Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Habitation et par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques : les publications concernent, d'une part, 61 agglomérations de plus de 30.000 habitants (1 vol. : 1947), d'une part, les communes rurales (16 vol. : 1947-1950).

Une appréciation plus récente sur l'état de la propriété bâtie peut être portée au vu des résultats des derniers recensements de la population et des logements, de 1946 et de 1954. On en trouvera une analyse comparée par catégories de communes dans le n° déjà cité d'"Etudes et Conjoncture". En ce qui concerne en particulier l'âge des immeubles, le "Bulletin Statistique du Ministère de la Construction" (n° de Décembre 1958 p. 11 et s.) a fourni la répartition, en 1954, par tranche d'âge des immeubles et des logements par département, en distinguant, à l'intérieur de chacun d'eux, les agglomérations de 50.000 habitants et plus, ainsi que les communes rurales.

Ces diverses enquêtes qui permettent de porter un jugement sur l'âge ou l'équipement des immeubles et des logements à différentes époques constituent une source précieuse d'information statistique et fournissent des données impressionnantes sur la mauvaise qualité des logements français. Ainsi, elles montrent combien l'effort de construction doit se poursuivre de nombreuses années encore pour assurer aux Français des conditions d'habitat comparables à celles d'autres pays d'Europe occidentale, cette durée étant telle, d'ailleurs, qu'elle oblige à introduire, dès à présent, un ordre de priorité entre les immeubles à remplacer.

De plus, l'acuité du problème du logement en France est telle qu'il devient indispensable, au moins pour les localités de quelque importance, de définir, dans une certaine perspective, l'importance du programme de construction de logements à entreprendre. Il va de soi que ce programme doit avoir parmi ses objectifs le remplacement des logements à détruire en première urgence, répondant de manière plus courante au vocable "taudis".

Or, ces logements ne s'identifient pas avec ceux qui sont au moins centenaires, puisque parmi les immeubles les plus anciens, certains offrent des structures qui défient les années et sont dotés d'un équipement moderne, tandis que, parmi des immeubles relativement récents, il en est qui ne procurent qu'un abri très précaire à leurs habitants.

Aussi est-il nécessaire de déterminer, au moins dans les communes urbaines (le problème de l'habitat rural défectueux méritant un examen particulier), l'importance des opérations de remplacement, au moyen d'une enquête : La forme de cette enquête doit être intermédiaire entre, d'une part le recensement général des immeubles et des logements effectué à l'occasion du dénombrement de la population, d'autre part, des enquêtes détaillées, effectuées logement par logement, par des agents spécialisés, en vue d'éclairer les pouvoirs publics, préalablement à chaque opération de rénovation urbaine portant sur un ou plusieurs flots déterminés, sur l'état des structures immobilières, la valeur de l'équipement, les possibilités d'amélioration ou de réparation, enfin, la solution à donner au problème du relogement des habitants.

Dans une telle enquête, il apparaît nécessaire de tenter de définir en premier lieu ce que l'on désigne par taudis et en second lieu, les modalités adoptées pour l'exploitation de l'enquête. Nous résumerons enfin les premiers résultats obtenus.

I - Définition du taudis.

En la circonstance, on ne peut considérer comme taudis les logements mal tenus ou surpeuplés, alors que, ni la structure de l'immeuble, ni la salubrité des locaux n'étaient en cause.

En outre, on ne peut retenir les seuls locaux faisant l'objet d'arrêtés d'insalubrité ou d'arrêtés de péril : ces arrêtés n'ont été pris que dans des cas très limités, l'autorité publique ne pouvant, en période de crise du logement, assumer elle-même ou faire supporter par les propriétaires toutes les dépenses qu'entraînent pratiquement

de tels arrêtés. C'est ainsi qu'en 1954, à PARIS, les immeubles ayant fait l'objet d'un arrêté de péril étaient au nombre d'environ un millier (dont 81 en "péril grave") et celui des immeubles compris dans des "flots insalubres" de 2.715, alors que la moitié des immeubles parisiens (soit 45.000 environ) sont mal entretenus et se dégradent chaque année.

A l'inverse, on doit éviter de tomber dans une définition trop large qui engloberait la totalité du patrimoine immobilier parvenu à l'âge du renouvellement.

C'est pourquoi, pour éviter toute confusion et dans le but d'introduire un peu de clarté dans ce problème, la Direction de l'Aménagement du Territoire a dû, dès le départ de l'enquête, préciser les critères à retenir.

A cet effet, la note du 19 Mai 1950 du Directeur de l'Aménagement du Territoire aux Urbanistes en Chef posa en principe que ne devaient être retenus au nombre des taudis que les logements constituant un danger certain et immédiat pour la santé ou la sécurité de leurs occupants et devant être détruits en première urgence, soit en raison de leur délabrement immédiat, soit en vue d'obtenir le dégagement d'autres immeubles pouvant être conservés. On ne devait donc pas dénombrer les logements qui pouvaient être épargnés, soit par des aménagements ou des réparations, soit par la destruction de constructions parasites, sauf dans le cas où, dans l'ilot considéré, plus de 60 % des immeubles seraient condamnés.

On retint donc en définitive les critères suivants :

1°.- la menace de ruine;

2°.- l'humidité, soit que celle-ci monte du sol, soit qu'elle pénètre par suite de la mauvaise qualité des matériaux (maisons en pans de bois et torchis; toutes les maisons pourries, si fréquentes sur les terrains humides), sans que ce défaut puisse être corrigé par des mesures simples comme le drainage ou la protection d'une façade particulièrement exposée à la pluie;

3°.- la mauvaise position, soit dans une zone d'ombre permanente due à un masque impossible à enlever, soit sous l'action directe des nuisances d'une industrie franchement insalubre;

4°.- le manque d'air et de lumière, lorsque ces défauts ne peuvent être corrigés, ni par un agrandissement des baies, ni par le dégagement de l'immeuble considéré.

Dans le cas particulier des baraquements provisoires, il devrait être tenu compte de l'insuffisance de l'isolement thermique ou phonique, dû à des parois trop minces.

II - Modalités adoptées pour l'évaluation du nombre des taudis.

La définition du "taudis" ayant été ainsi posée, on devait choisir un mode d'évaluation qui fournisse des chiffres aussi approchés que possible de la réalité et qui, dans une certaine mesure, tienne compte de la disparité des structures immobilières dans les diverses localités.

Opérer un dénombrement systématique de cette catégorie de logements supposerait des moyens financiers considérables (comme il en a été employé aux ETATS-UNIS à l'occasion du "Census" de 1950), car il faudrait faire vérifier, sur place l'état des locaux et faire porter sur chaque logement une appréciation particulière par des agents dûment formés à cette tâche.

On devait donc procéder différemment; heureusement, la connaissance du patrimoine immobilier de chaque ville qu'ont acquise par la pratique quotidienne de leur profession les agents des Services Départementaux du Ministère de la Construction ainsi que les études effectuées par les urbanistes agréés pour établir les projets d'aménagement urbain, purent être mises à profit par les Urbanistes en chef pour fournir à la Direction de l'Aménagement du Territoire, les éléments nécessaires au dénombrement.

Deux enquêtes furent ainsi effectuées, l'une en 1949-1950, l'autre en 1956, cette dernière pour répondre à la demande du Groupe de travail spécialisé dans l'évaluation des besoins en logement; oeuvrant pour le compte de la Commission de la Construction qui siégeait auprès du Commissariat Général au Plan de Modernisation et d'Equipement à l'occasion de l'élaboration du III^e Plan.

Une pondération entre les chiffres fournis au Service central s'est avérée cependant nécessaire : en effet, les définitions rappelées au paragraphe précédent donnèrent lieu à des interprétations diverses, favorisées par des disparités régionales de l'habitat français.

Dans ces pondérations, on a tenu compte de l'opinion personnelle des enquêteurs du Service central spécialisés en matière d'habitat défectueux sur l'importance relative

du problème en cause dans les localités où ils étaient intervenus; on a pris en considération également le caractère plus ou moins vétuste du patrimoine immobilier dans les différentes agglomérations; enfin, le degré relatif d'industrialisation de celles-ci a été également envisagé, puisque le nombre de taudis semble être en relation avec le caractère industriel de la localité. (1)

III - Résultats actuels des enquêtes.

Les deux enquêtes auxquelles il a été ainsi procédé conduisent - compte tenu de ces pondérations - à évaluer au total :

- à 200.000 environ le nombre de taudis dans les agglomérations de plus de 50.000 habitants,
- à plus de 150.000 le nombre de taudis dans les autres communes urbaines.

Le tableau ci-après fournit le détail de cette évaluation pour chaque département.

Si l'on regroupe les résultats départementaux pour chacune des régions délimitant les circonscriptions des Urbanistes en chef telles qu'elles viennent d'être définies par la circulaire n° 59-32 du 21 Avril 1959 du Ministère de la Construction - et à l'intérieur de celles-ci, pour chacune des régions définies pour l'élaboration des programmes d'action régionale par l'arrêté interministériel du 28 novembre 1956 - on obtient les chiffres et les proportions suivantes :

1 - Haute-Normandie.....	9.700	logements	2,7 %
Centre.....	<u>7.600</u>	"	<u>2,2 %</u>
	17.300	"	4,9 %

(1) Dans le cas particulier de Paris, on s'est borné à reprendre le dénombrement des logements existant au moment du recensement de 1954 dans les flots insalubres définis il y a plus de 35 ans.

2 - Nord.....	22.500	logements	6,4 %
Picardie.....	<u>6.400</u>	"	<u>1,8 %</u>
	28.900	"	8,2 %
3 - Basse-Normandie.....	4.800	"	1,4 %
Bretagne.....	8.500	"	2,4 %
Pays de la Loire.....	<u>9.100</u>	"	<u>2,6 %</u>
	22.400	"	6,4 %
4 - Poitou-Charentes.....	5.500	"	1,5 %
Limousin.....	4.800	"	1,4 %
Aquitaine.....	<u>9.300</u>	"	<u>2,6 %</u>
	19.600	"	5,5 %
5 - Midi-Pyrénées.....	17.100	"	4,8 %
6 - Champagne.....	7.500	"	2,1 %
Lorraine.....	8.700	"	2,5 %
Alsace.....	<u>4.300</u>	"	<u>1,2 %</u>
	20.500	"	5,8 %
7 - Bourgogne.....	5.500	"	1,5 %
Franche-Comté.....	<u>5.200</u>	"	<u>1,5 %</u>
	10.700	"	3,0 %
8 - Alpes.....	7.700	"	2,3 %
Vallée du Rhône.....	38.000	"	10,6 %
Auvergne.....	<u>7.100</u>	"	<u>2,0 %</u>
	52.800	"	14,9 %
9 - Languedoc.....	12.900	"	3,7 %
Provence.....	26.400	"	7,5 %
Corse.....	<u>2.000</u>	"	<u>0,6 %</u>
	41.300	"	11,8 %
10 - Région Parisienne.....	122.600	"	34,7 %

Ces chiffres montrent bien l'importance particulière du problème du taudis dans la région parisienne ainsi que dans le Nord, la Vallée du Rhône et la Provence, mais ils font ressortir aussi combien ce problème se pose avec acuité dans l'ensemble des villes françaises. Cette conclusion est encore plus frappante à l'examen de la carte établie par le Ministère de la Construction (Direction de l'Aménagement du Territoire), d'après les résultats des enquêtes sur l'habitat défectueux faisant l'objet de la présente note et fournissant le nombre de taudis dénombré dans chacune des agglomérations et communes urbaines de plus de 10.000 habitants. (1)

(1) Cette carte peut être acquise moyennant un versement de 200 Fr (port et emballage en sus) au Bureau des ventes et publications du Ministère de la Construction 2, rue Goethe - PARIS XVI^e - C.C.P. PARIS 9.060-68.

H A B I T A T D E F E C T U E U X

Evaluation du nombre de logements à détruire en première urgence

Source : Ministère de la Construction

Unité : logement

DEPARTEMENTS	Agglomérations de plus de 50.000 habitants		Autres communes urbaines	DEPARTEMENTS	Agglomérations de plus de 50.000 habitants		Autres communes urbaines.
AIN	-	-	1.000	DROME	VALENCE	1.500	4.000
AISNE	ST-QUENTIN	300	1.300	EURE	-	-	1.200
ALLIER	MONTLUÇON	800	1.200	EURE-ET-LOIR	-	-	600
ALPES (Basses)	-	-	1.200	FINISTERE	BREST	500	1.200
ALPES (Hautes)	-	-	1.300	GARD	NIMES	1.500	3.600
ALPES-MARITIMES	NICE	1.500	1.300	GARONNE (Hte)	TOULOUSE	3.500	200
ARDECHE	CANNES	200	3.000	GERS	-	-	500
ARDENNES	-	-	1.200	GIRONDE	BORDEAUX	6.000	1.000
ARIEGE	-	-	700	HERAULT	MONTPELLIER	1.500	3.500
AUBE	TROYES	3.500	800	ILLE-ET-VILAINE	BEZIERS	1.500	3.500
AUDE	-	-	1.100	INDRE	RENNES	3.000	1.400
AVEYRON	-	-	2.600	INDRE-ET-LOIRE	TOURS	1.200	1.000
BOUCHES-DU-RHO.	MARSEILLE	8.000	5.000	ISERE	GRENOBLE	1.500	3.600
CALVADOS	AIX-en-PROVENCE	2.000	1.200	JURA	-	-	1.000
CANTAL	CAEN	1.200	700	LANDES	-	-	500
CHARENTE	ANGOULEME	1.000	600	LOIR-ET-CHER	-	-	500
CHARENTE-MARIT.	LA ROCHELLE	1.000	700	LOIRE	ST ETIENNE	2.000	6.000
CHER	BOURGES	1.000	1.000	LOIRE (Haute)	ROANNE	1.500	1.700
CORREZE	-	-	700	LOIRE ATLANTIQUE	NANTES	2.500	1.100
CORSE	-	-	2.000	LOIRET	ORLEANS	1.000	600
COTE D'OR	DIJON	1.500	600	LOT	-	-	800
COTES-DU-NORD	-	-	1.400	LOT-ET-GARONNE	-	-	800
CREUSE	-	-	500	LOZERE	-	-	200
DORDOGNE	-	-	1.000	MAINE-ET-LOIRE	ANGERS	2.500	1.000
DOUBS	BESANÇON	2.000	1.300	MANCHE	CHERBOURG	1.000	900



MODALITES D'INVESTISSEMENT de la PARTICIPATION
OBLIGATOIRE des EMPLOYEURS à l'EFFORT de CONSTRUCTION
au COURS de l'ANNEE 1957

La présente étude a été effectuée par M. ISAAC
de la Direction de la Construction

I - Le bulletin statistique du Ministère de la Construction a publié en Novembre 1958 une étude sur les ressources et activités, en 1957, des organismes collecteurs de la participation des employeurs.

Depuis cette date, les renseignements concernant les investissements directs des employeurs pendant la même période ont pu être recueillis, puis dépouillés par l'Administration Centrale du Ministère.

Il est ainsi possible de présenter une vue d'ensemble de la participation des entreprises au cours de l'année 1957.

- Investissements des employeurs en 1957 -

Versements aux organismes collecteurs.....	: 30,1 milliards
Investissements directs.....	: <u>23,8</u> milliards
Total.....	: 53,9 milliards

Par rapport aux années précédentes, l'évolution constatée se traduit par les chiffres ci-après :

Périodes	1953-54 (16 mois)	1955 (13 mois)	1956 (12 mois)	1957 (12 mois)
	(milliards)	(milliards)	(milliards)	(milliards)
Versements aux organismes collecteurs.....	22	22,3	24,3	30,1
Investissements directs..		16	17	23,8
		38,3	41,3	53,9

II - Il y a lieu de préciser que :

- 1 - l'augmentation importante observée entre les années 1956 et 1957 (24 % pour les versements aux organismes collecteurs et 40 % pour les investissements directs), si elle résulte principalement de l'augmentation des salaires versés en 1956 (base de l'imposition pour l'exercice 1957) par rapport à ceux de 1956, est due également pour partie :
 - au fait que les renseignements recueillis pour l'exercice 1957 sont plus complets et plus précis que pour les exercices antérieurs;
 - au fait que chaque année les sommes devant être réinvesties par les employeurs par suite de l'obligation de emploi édictée par l'article 5 du R.A.P. du 2 Décembre 1948 sont en augmentation. C'est ainsi qu'en 1957, sur 29,7 milliards investis par les employeurs ayant leur siège social dans la Seine, 5,8 milliards correspondent à des emplois.(1)

(1) Il n'a pas été possible d'effectuer, pour la province, cette ventilation entre les emplois effectués en 1957 par les employeurs et les investissements nouveaux.

- 2 - Les renseignements recueillis ne permettent pas de connaître avec précision l'importance des investissements excédentaires réalisés en 1957 par les employeurs. Toutefois, il semble résulter des statistiques fournies par les Directions départementales que ces investissements excédentaires seraient assez faibles.(1)
- 3 - Les périodes prises en compte respectivement pour les versements aux organismes collecteurs et pour les investissements directs ne coïncident pas exactement.(2).
- 4 - Le chiffre de 23,8 milliards correspondant aux investissements directs des employeurs en 1957 est inférieur d'environ 2 à 3 milliards aux investissements réellement effectués pendant cette période, en raison du fait qu'une partie des déclarations modèle AC - seule source de renseignements pour les investissements directs - n'ont pu être dépouillés faute d'être parvenus en temps voulu aux Directions départementales du Ministère.

III - Le tableau ci-annexé fait apparaître, pour chaque département, les sommes investies par les employeurs en 1957, ventilées entre versements aux organismes collecteurs et investissements directs.

Les investissements directs, eux-mêmes ventilés entre ceux effectués par les employeurs du département et ceux des employeurs ayant leur siège social hors du département, font apparaître l'importance relative de ces derniers. Il est intéressant de noter :

-
- (1) C'est ainsi que les employeurs de la Seine ont investi en 1957 une trentaine de milliards, chiffre qui correspond à peu près à l'obligation d'investir pour la même période, compte tenu des emplois obligatoires (29,7 milliards).
 - (2) Les versements aux organismes sont comptabilisés chaque année à la date du 31 Janvier, date d'expiration des exercices annuels des organismes, alors que les investissements des employeurs sont ceux figurant dans les déclarations modèle AC (remplies par les employeurs dans les deux mois suivant l'expiration de leur exercice social - celui-ci ne coïncident pas toujours avec l'année civile) parvenues aux Directions départementales du Ministère entre le 1er Janvier et le 31 Décembre de chaque année.

- que ceux-ci correspondent dans leur quasi totalité à des investissements effectués en province par des employeurs ayant leur siège social dans la Seine : sur 15,1 milliards d'investissements directs, les employeurs en cause n'en ont réalisé que 4,6 milliards dans la Seine et 1,3 milliards environ en Seine-et-Oise.
- que les investissements et reversements hors de la Seine des organismes collecteurs de ce département ne représentent au contraire qu'environ 3,2 milliards pour 1957, dont 1 milliard dirigé vers la Seine-et-Oise.
Au total, les sommes sorties du département de la Seine en 1957 à destination des départements autres que la Seine-et-Oise atteignent environ 15 milliards décomposés comme suit :

- investissements directs d'employeurs de la Seine hors du département et de la Seine-et-Oise..... 9 milliards 2
- investissements et reversements d'organismes de la Seine, hors du département et de la Seine-et-Oise..... 2 " 2
- versements des employeurs de la Seine à des organismes de province : environ..... 3 " 5

Au regard de cette somme de 15 milliards, les mouvements de fonds de la province vers la Seine apparaissent très faibles : moins d'un milliard, dont 45 millions au titre des investissements directs.

IV - Les investissements directs peuvent être ventilés comme suit, en fonction de la nature des investissements opérés :

	Année 1956 (milliards)	Année 1957 (milliards)
- Achats de terrains et mises en état de viabilité..	0,9	0,9
- Travaux de construction directe	10	15,5
- Amortissement d'emprunts.....	0,3	0,15
- Prêts directs à des salariés.....	4	6,5
- Subventions.....	0,5	0,8
Total.....	15,7	23,85

MODALITES D'INVESTISSEMENTS DE LA PARTICIPATION OBLIGATOIRE
DES EMPLOYEURS A L'EFFORT DE CONSTRUCTION (1%)

ANNEE 1957

Source : Ministère de la Construction

Unité : millier de Fr

Nos	DEPARTEMENTS	Versements aux organismes collecteurs du département	Investissements directs dans le départ. ^t			Total général 1+4
			Par les em- ployeurs du département	Par les em- ployeurs d'au- tres départ- tements	Total 2+3	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	FRANCE ENTIERE	30.146.286	12.587.766	11.249.985	23.837.781	53.984.067
1	AIN	63.038	118.214	24.656	142.870	205.908
2	AISNE	260.065	76.831	77.627	154.458	414.523
3	ALLIER	90.539	28.818	39.340	68.158	158.697
4	ALPES (Basses)	4.158	7.432	43.060	50.492	54.650
5	ALPES (Hautes)	7.654	17.687	19.004	36.691	44.345
6	ALPES-MARITIMES	144.358	47.896	112.049	159.945	304.303
7	ARDECHE	53.235	23.284	50.162	73.446	126.681
8	ARDENNES	82.202	112.997	169.801	282.798	365.000
9	ARIEGE	21.929	23.039	22.894	45.933	67.862
10	AUBE	227.955	35.811	39.288	75.099	303.054
11	AUDE	36.461	14.836	50.972	65.808	102.269
12	AVEYRON	25.437	20.372	39.703	60.075	85.512
13	BOUCHES-du-RHONE	729.915	193.525	235.083	428.608	1.158.523
14	CALVADOS	114.089	41.876	31.955	73.831	187.920
15	CANTAL	9.364	4.401	14.488	18.889	28.263
16	CHARENTE	67.822	26.262	92.115	118.377	186.199
17	CHARENTE-MARITIME	54.492	55.749	29.006	84.755	139.247
18	CHER	115.610	30.622	70.507	101.129	216.739

Modalités d'investissements de la participation obligatoire
des employeurs à l'effort de construction (1%)

(suite)

Année 1957

Source : Ministère de la Construction

Unité : millier de Fr

Nos	DEPARTEMENTS	Versements aux organismes collecteurs du département	Investissements directs dans le départ. ^t			Total général 1+4
			Par les em- ployeurs du département	Par les em- ployeurs d'au- tres départ- tements	Total 2+3	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
19	CORREZE	19.584	27.925	20.570	48.495	68.079
20	CORSE	5.021	728	-	728	5.749
21	COTE-d'OR	79.117	75.758	88.955	164.713	243.830
22	COTES-du-NORD	48.220	33.535	68.957	102.492	150.712
23	CREUSE	6.217	2.698	8.011	10.709	16.926
24	DORDOGNE	16.365	52.004	61.799	113.803	130.168
25	DOUBS	644.602	139.058	184.141	323.199	967.801
26	DRÔME	83.715	77.705	300.448	378.153	461.868
27	EURE	93.866	42.900	80.158	123.058	216.924
28	EURE-et-LOIR	63.785	51.731	27.514	79.245	143.030
29	FINISTERE	58.130	69.206	41.291	110.497	168.627
30	GARD	64.659	39.529	292.644	332.173	396.832
31	GARONNE (Haute)	226.671	93.022	165.878	258.900	485.571
32	GERS	1.737	3.368	850	4.216	5.953
33	GIRONDE	291.738	143.178	324.401	467.579	759.317
34	HERAULT	72.575	36.747	36.318	73.065	145.640
35	ILLE-et-VILAINE	113.539	41.608	24.479	66.087	179.626
36	INDRE	31.186	11.149	34.643	45.792	76.978
37	INDRE-et-LOIRE	78.594	48.000	47.977	95.977	174.571
38	ISERE	238.342	304.660	264.320	568.980	807.322
39	JURA	49.070	66.032	96.626	162.658	211.728
40	LANDES	28.273	45.517	45.089	90.606	118.879
41	LOIR-et-CHER	37.495	66.898	42.228	109.126	146.621
42	LOIRE	371.496	168.627	404.857	573.484	944.980

Modalités d'investissements de la participation obligatoire
des employeurs à l'effort de construction (1%)

(suite)

Année 1957

Source : Ministère de la Construction

Unité : millier de F

Nos	DEPARTEMENTS	Versements aux organismes collecteurs du département	Investissements directs dans le départ. t			Total général 1+4
			Par les em- ployeurs du département	Par les em- ployeurs d'au- tres départ- tements	Total 2+3	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
43	LOIRE (Haute)	17.491	14.022	7.248	21.270	38.761
44	LOIRE-ATLANTIQUE	241.965	50.778	201.603	252.381	494.346
45	LOIRET	138.637	51.438	19.688	71.126	209.763
46	LOT	14.172	26.719	17.521	44.240	58.412
47	LOT-et-GARONNE	29.530	22.551	14.992	37.543	67.073
48	LOZERE	1.343	4.045	14.235	18.280	19.623
49	MAINE-et-LOIRE	128.908	39.189	59.595	98.784	227.692
50	MANCHE	26.892	16.568	9.992	26.560	53.452
51	MARNE	215.750	58.966	78.163	137.129	352.879
52	MARNE (Haute)	62.374	33.269	60.889	94.158	156.532
53	MAYENNE	23.889	13.384	4.669	18.053	41.942
54	MEURTHE-et-MOSELLE	753.346	509.378	638.455	1.147.833	1.901.179
55	MEUSE	32.670	175.666	29.151	204.817	237.487
56	MORBIHAN	49.660	24.822	39.258	74.080	123.740
57	MOSELLE	351.138	408.965	487.170	896.135	1.247.273
58	NIEVRE	30.675	6.560	29.786	36.346	67.021
59	NORD	1.549.868	440.182	1.164.129	1.904.311	3.454.179
60	OISE	146.338	181.860	23.132	204.992	351.330
61	ORNE	23.028	32.500	12.130	44.630	67.658
62	PAS-de-CALAIS	214.435	186.839	369.952	556.791	771.226
63	PUY-de-DOME	399.888	130.108	126.691	256.799	656.687
64	PYRENEES (Basses)	67.695	86.177	73.293	159.470	227.165
65	PYRENEES (Hautes)	50.502	18.863	3.000	21.863	72.365
66	PYRENEES-ORIENTALES	26.940	12.670	30.422	43.092	70.032

Modalités d'investissements de la participation obligatoire
des employeurs à l'effort de construction (1%)

Année 1957

(fin)

Source : Ministère de la Construction

Unité : millier de Fr

Nos	DEPARTEMENTS	Versements aux organismes collecteurs du département	Investissements directs dans le départ. ^t			Total général 1+4
			Par les em- ployeurs du département	Par les em- ployeurs d'au- tres départ- tements	Total 2+3	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
67	RHIN (Bas)	364.204	471.635	168.004	639.639	1.003.843
68	RHIN (Haut)	202.507	573.000	114.000	687.000	889.507
69	RHONE	1.165.480	323.217	303.052	626.269	1.791.749
70	SAONE (Haute)	15.808	59.003	9.418	68.421	84.229
71	SAONE-et-LOIRE	106.411	152.146	317.665	469.811	276.222
72	SARTHE	141.500	33.705	25.705	59.410	200.910
73	SAVOIE	74.260	60.934	145.144	206.078	280.338
74	SAVOIE (Haute)	72.647	130.570	14.478	145.078	217.725
75	SEINE (1) (Paris Banlieue)	16.228.311	4.601.219	45.918	4.647.137	20.875.448
76	SEINE-MARITIME	928.490	135.565	334.927	470.492	1.398.982
77	SEINE-et-MARNE	156.256	95.440	221.045	316.485	472.741
78	SEINE-et-OISE	523.322	406.966	1.326.704	1.733.670	2.256.992
79	SEVRES (Deux)	29.359	54.906	10.303	65.209	94.568
80	SOMME	157.587	52.466	90.429	142.895	300.482
81	TARN	81.426	25.802	241.677	267.479	348.905
82	TARN-et-GARONNE	8.580	6.713	1.508	8.221	16.801
83	VAR	49.355	25.239	77.966	103.205	152.560
84	VAUCLUSE	80.714	39.837	13.633	53.470	134.184
85	VENDEE	29.836	11.888	17.006	28.894	58.730
86	VIENNE	20.903	26.108	14.332	40.440	61.343
87	VIENNE (Haute)	94.726	53.050	3.891	56.941	151.667
88	VOSGES	96.236	126.745	97.559	224.304	320.540
89	YONNE	43.212	23.133	15.771	38.904	82.116
90	BELFORT (Territ.)	45.702	21.727	822	22.549	68.251

(1) Les sommes investies directement hors du département de la Seine par les employeurs ayant leur siège dans la Seine s'élèvent à 10.509 millions.